

**Première partie – Croissance économique,
changements structurels et développement social**

CHAPITRE



**ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE
ET PERSPECTIVES À MOYEN TERME**

La croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial a légèrement augmenté, de 2,4 % en 2013 à 2,6 % en 2014, sous l'effet de la croissance positive enregistrée pour la première fois depuis 2011 par la plupart des économies développées. Cependant, l'expansion mondiale demeure fragile, pour des raisons essentiellement liées aux facteurs suivants : a) la quasi stagnation de la zone euro, b) le ralentissement de la croissance dans les principales économies émergentes (notamment la Chine, la Russie et les grandes économies émergentes de l'Amérique latine), c) la récession enregistrée par le Japon au second semestre 2014. Aux États-Unis d'Amérique, la croissance, positive depuis

2012, a atteint 5 % au dernier trimestre 2014, mais reste sensible aux aléas de l'économie mondiale (encadré 1.1).

La croissance de l'Afrique est passée de 3,7 % en 2013 à 3,9 % en 2014, soit une progression inférieure à celle prévue dans l'édition 2014 du présent rapport. L'Asie de l'Est et du Sud est la seule région à avoir enregistré une croissance plus rapide que celle de l'Afrique, soit 5,9 % (figure 1.1). La croissance a été nourrie par la consommation privée et la formation de capital brut, soutenues par l'amélioration de la gouvernance et de la gestion macroéconomique, la poursuite de l'urbanisation, la stimulation de la

ENCADRÉ 1.1 : SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2014 ET INCIDENCES SUR L'AFRIQUE

La croissance mondiale connaît une certaine reprise, mais celle-ci est peu dynamique dans les économies émergentes

La progression de la croissance du PIB mondial (de 2,4 % en 2013 à 2,6 % en 2014) (DAES, 2014b)¹ a été soutenue par le fait que la reprise, qui a suivi la crise financière mondiale, s'est maintenue, bien que freinée par des tensions politiques en Asie occidentale et en Crimée. Les perspectives sont légèrement meilleures et, selon les prévisions, la croissance devrait atteindre 3,1 % en 2015.

Dans les économies développées, la croissance est passée de 1,2 % en 2013 à 1,7 % en 2014, grâce à l'amélioration des résultats de la plupart des économies européennes. L'Union européenne a connu une croissance de 1,3 %, contre 0 % en 2013, et cette reprise devrait continuer, quoiqu'à un rythme plus lent que celui annoncé dans les prévisions d'octobre 2014, soit une croissance annuelle de 1,2 % pour 2015 et de 1,4 % pour 2016².

L'économie américaine a enregistré une croissance de 2,3 % en 2014, légèrement supérieure aux 2,2 % de 2013, et devrait s'accroître, à 2,8 % en 2015. Cette évolution s'explique par l'accélération des investissements privés et le renforcement de la confiance des consommateurs, largement attribuable à l'amélioration des chiffres de l'emploi : le taux de chômage a baissé de 0,2 point de pourcentage en décembre 2014 pour s'établir à 5,6 %, soit 1,1 point de moins que les 6,7 % de décembre 2013³. Au Japon, la

croissance s'est ralentie, de 1,5 % en 2013 à 0,8 %, comme suite à la hausse de l'impôt sur la consommation survenue en avril 2014, qui a provoqué une poussée de la croissance au cours des premiers mois de l'année, suivie d'un ralentissement de la consommation privée. La croissance devrait ralentir légèrement et se fixer à 1,2 % en 2015.

Dans les pays émergents ou en développement, la croissance du PIB est passée de 4,7 % en 2013 à 4,4 % en 2014 et devrait rester stable en 2015. Cette stabilisation tient principalement à une baisse de la croissance en Chine et à ses conséquences pour les autres pays en développement, aux tensions géopolitiques en Russie et à la poursuite de la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base. À l'échelle régionale, la croissance a été la plus forte en Asie du Sud, où elle a atteint 5,9 %, contre 5,8 % en 2013, et devrait grimper jusqu'à 6 % en 2015, situation qui va de pair avec le renforcement des investissements et de l'activité économique.

Les économies en transition ont, elles aussi, connu un ralentissement (la croissance réelle de leur PIB se situant à 0,7 %) qui s'explique par le tassement de la croissance en Russie du fait de la crise de Crimée (et des sanctions imposées par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne) et de la chute du prix du pétrole depuis l'été. En Russie, la croissance

n'a atteint que 0,5 % en 2014, contre 1,2 % en 2013, et elle devrait demeurer inchangée en 2015. Les ondes de choc de cette crise font peser une menace sur les résultats économiques des partenaires commerciaux de la Russie, dont les grandes économies européennes telles que l'Allemagne. En Chine, on estime que la croissance est tombée de 7,7 % en 2013 à 7,3 % en 2014, les autorités ayant décidé d'orienter davantage l'économie vers la consommation et les services.

Les performances du marché du travail ne font pas écho à la reprise économique

Malgré les légers progrès de la croissance mondiale, le chômage n'a diminué que marginalement, à l'échelle mondiale, puisqu'il est passé de 6 % en 2013 à 5,9 % en 2014⁴. Il demeure élevé, à 7,8 % dans les économies développées, malgré une légère amélioration des conditions économiques dans la zone euro. Il est également demeuré élevé en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes, où il a affiché en 2014 des taux moyens de 10,1 % et 6,6 %, respectivement. Les jeunes sont particulièrement touchés, avec un taux de chômage de 13 % en 2014, qui devrait atteindre 13,1 % en 2015. Le taux de chômage devrait rester globalement le même en 2015 et 2016 dans toutes les régions.

demande, sous l'effet de la progression d'une classe moyenne grandissante qui pousse la demande, la diversification des liens établis avec les économies émergentes dans le domaine des échanges et de l'investissement, ainsi que l'intégration régionale et le renforcement des partenariats commerciaux dans la région.

L'inflation a reculé pour la région en 2014 et elle devrait continuer de baisser en raison du caractère prudent des politiques monétaires suivies, de la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base dans le monde, et du fait que les dernières récoltes ont été bonnes. À moyen terme, les pays importateurs

de pétrole seront les principaux bénéficiaires de la baisse de l'inflation. Il convient toutefois d'indiquer que, dans certains pays, spécialement ceux au marché pionnier, l'inflation due à la dépréciation de la monnaie a été jugée préoccupante et a poussé à adopter des politiques monétaires plus strictes.

Les déficits budgétaires africains ont continué de se creuser en 2014, sous l'effet des politiques budgétaires expansionnistes, les pays ayant continué d'engager des dépenses d'infrastructures et de percevoir moins de recettes provenant du secteur pétrolier et d'autres produits de base. Plusieurs pays, dont le Nigéria, le Sénégal et l'Afrique du Sud, ont pris

L'inflation baisse dans les pays en développement, mais le risque de la déflation menace certains pays développés

À l'échelle mondiale, en 2014, l'inflation n'a guère changé à 3,1 % contre 3 % en 2013 et elle devrait se situer à 2,9 % en 2015. Elle demeure faible dans les pays développés, particulièrement dans la zone euro, où elle a reculé de 1,5 % en 2013 à 0,7 % en 2014. Cette situation s'explique principalement par l'atonie de la reprise économique, mais aussi par la baisse des prix dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie, en particulier en ce qui concerne le pétrole. La faiblesse de l'inflation dans la zone euro, combinée avec un taux de chômage qui demeure élevé, laisse craindre un risque de déflation. Dans les économies en développement, l'inflation est passée de 5,8 % en 2013 à 5,7 % en 2014, l'Asie du Sud accusant une forte baisse (de 14,7 % à 9,2 %). Dans ces pays, l'inflation devrait tomber à 5,4 % en 2015, à cause de la baisse des prix des produits de base à l'échelle mondiale et du resserrement des politiques monétaires dans les économies développées.

Les prix des produits de base sont atones

Malgré leur baisse en 2014, les prix des produits de base demeurent pour la plupart relativement élevés, ce qui bénéficie aux pays africains riches en ressources naturelles. L'indice des produits de base s'est maintenu à 180-185 jusqu'au mois d'août, pour ensuite entamer une baisse et se situer à 130 à la fin de l'année (FMI, 2015). L'indice du prix mondial du pétrole brut est passé de 193 en janvier

2014 à 204, en juin, puis a chuté fortement, se fixant à 114 en décembre 2014, ce qui s'explique largement par la montée en flèche de l'offre de pétrole de schiste aux États-Unis et le ralentissement de la demande, surtout en Chine. Les prix des produits alimentaires de base et des matières premières agricoles n'ont guère varié depuis 2013, malgré le bond de l'indice des prix des boissons, passé de 151 en janvier 2014 à 185 en avril (en raison de la forte demande mondiale de cacao, de l'inertie de la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, et des conséquences de la sécheresse sur le prix du café brésilien), puis retombé à 160 en décembre. L'indice des prix des métaux n'a cessé de baisser en 2014, pour se fixer à 149 en décembre, malgré une légère hausse suscitée par une contraction de l'offre en juillet et en août.

La croissance du commerce est timide

Le commerce mondial n'a guère progressé, la croissance des exportations reculant de 3,8 % en 2013 à 3,3 % en 2014, malgré la progression de celles des économies développées, qui devrait croître de 6,8 % en 2015 grâce à un rebond dans les régions en développement, en particulier en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La balance des comptes courantes des principales économies est demeurée plutôt stable en 2014, par rapport à 2013. En 2015, les excédents devraient augmenter au Japon et dans la zone euro, tandis que le déficit courant américain devrait se creuser, en raison de la force du dollar des États-Unis (FMI, 2014). La croissance des

investissements directs étrangers (IDE) dans le monde est restée inchangée à 2,7 % du PIB (EIT 2015), malgré une baisse dans les économies émergentes, ce qui s'explique par le renforcement de la confiance des entreprises et la reprise des économies avancées.

Risques et incertitudes à moyen terme

Les perspectives pour 2015 sont généralement bonnes, la croissance s'accéléralant à l'échelle mondiale et retrouvant, en Amérique latine et en Europe, les niveaux de 2013. Si la reprise des principaux marchés d'exportation est modérée pour l'Union européenne et les États-Unis, elle est par contre positive pour les pays africains. Néanmoins, les perspectives sont incertaines, à cause de la fragilité de la reprise dans la zone euro, du ralentissement de la croissance en Chine et en Russie, et de la faiblesse des prix des produits de base. Les tensions politiques en Crimée et en Asie de l'Ouest sont autant de dangers pour l'économie mondiale et peuvent avoir des conséquences indirectes pour l'Afrique, du fait de la contraction de la demande de ses partenaires commerciaux. Les conséquences de la réduction progressive du programme d'assouplissement quantitatif des pays développés demeurent également incertaines. Par exemple, les hausses irrégulières des taux d'intérêt aux États-Unis ont récemment entraîné des sorties de capitaux et la dépréciation de la monnaie de certains pays en développement, les investisseurs choisissant de se tourner vers des actifs plus sûrs (DAES, 2014b).

des mesures pour réduire les dépenses publiques, contrer la corruption et l'inefficacité et diminuer les dépenses non essentielles. La mobilisation des recettes devrait s'améliorer car certains pays, dont l'Éthiopie et le Rwanda, continuent d'améliorer leur politique fiscale et la collecte de l'impôt. Le solde budgétaire global de l'Afrique devrait s'améliorer en 2015 et 2016 (DAES, 2015).

Le déficit courant de l'Afrique s'est accru en 2014, sous l'effet de la baisse des recettes tirées des exportations et de la hausse des importations de biens d'équipement, cette dernière étant généralement le signe d'une hausse de l'activité industrielle. Avec l'augmentation de l'offre, la demande mondiale de produits agricoles et minéraux a faibli au cours de la période à l'examen. Cette tendance devrait se maintenir à moyen terme. Les investissements dans les infrastructures continuant de progresser fortement et la consommation privée augmentant, elle aussi, les importations devraient encore croître, malgré un léger effet compensateur dû à l'affaiblissement des monnaies de la plupart des pays d'Afrique.

Les entrées de capitaux privés devraient se maintenir – voire augmenter – en 2015, grâce au renforcement de la confiance des investisseurs, joint à l'amélioration du climat des affaires. Les investissements directs étrangers et les envois de fonds devraient demeurer les principales sources de capitaux privés, sans toutefois contrebalancer le poids substantiel des flux financiers illicites.

Malgré les risques à moyen terme auxquels le continent est exposé -baisse des prix du pétrole et des produits de base, lenteur de la reprise ou

décélération de la croissance, resserrement des politiques monétaires au niveau mondial, épidémie d'Ébola (encadré 1.5), chocs climatiques et, dans certains pays, instabilité politique - les perspectives économiques sont bonnes. L'Afrique a renforcé sa productivité grâce à sa transformation structurelle (encadré 1.2) qui est liée à sa forte croissance (CEA et CUA, 2013). Le développement du commerce intra-africain, la progression de la diversification à l'exportation des produits agricoles, minéraux et pétroliers par la création de valeur ajoutée, et l'adoption de mesures visant à promouvoir l'industrialisation et le changement structurel devraient contribuer à consolider la croissance de la région.

Afin de traduire cette croissance en développement durable pour tous, l'Afrique doit continuer d'améliorer la conjoncture des affaires, la gouvernance politique et économique, ainsi que la gestion de l'économie, pour renforcer la productivité des secteurs dans lesquels elle détient un avantage comparatif. Pour ce faire, elle doit résoudre ses insuffisances en matière d'infrastructures, de technologies et de capital humain, en mobilisant de manière novatrice ses ressources internes. Le continent peut y parvenir, notamment en améliorant la gestion de son secteur public, en luttant contre l'évasion fiscale et la sortie illicite des capitaux, en renforçant ses systèmes financiers, en émettant des obligations liées à des projets d'infrastructure et en créant des fonds souverains. Enfin, l'Afrique devrait accélérer son intégration régionale et créer une zone continentale de libre échange pour stimuler son commerce intérieur de produits manufacturés (qui sont plus importants pour le commerce intra-africain que pour le commerce extérieur, voir chapitres 4 et 5).

ENCADRÉ 1.2 : DÉFINITION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

La transformation structurelle est la caractéristique qui définit le processus du développement. Elle consiste à préférer affecter les ressources – en particulier les nouveaux investissements – aux activités à haute productivité d'un même secteur ou de divers secteurs, spécialement l'agriculture, l'industrie et les services. Timmer et al. (2012) soulignent qu'elle est à la fois la cause et l'effet de la croissance économique. Ils décrivent quatre processus constants et très interdépendants qui caractérisent la transformation structurelle : a) la baisse de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi, b) l'urbanisation rapide due à l'exode rural, c) l'avènement d'une économie moderne, caractérisée par le développement de l'industrie et des services, et d) la transition démographique, par le passage de taux élevés à des taux bas, en ce qui concerne la mortalité et la natalité. L'aboutissement de la transformation structurelle est une économie et une société dans lesquelles l'agriculture, en tant qu'activité économique, ne se distingue pas des autres secteurs par ses caractéristiques, du moins en ce qui concerne la productivité de la main d'œuvre et du capital, ou la localisation de la pauvreté.

PERFORMANCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

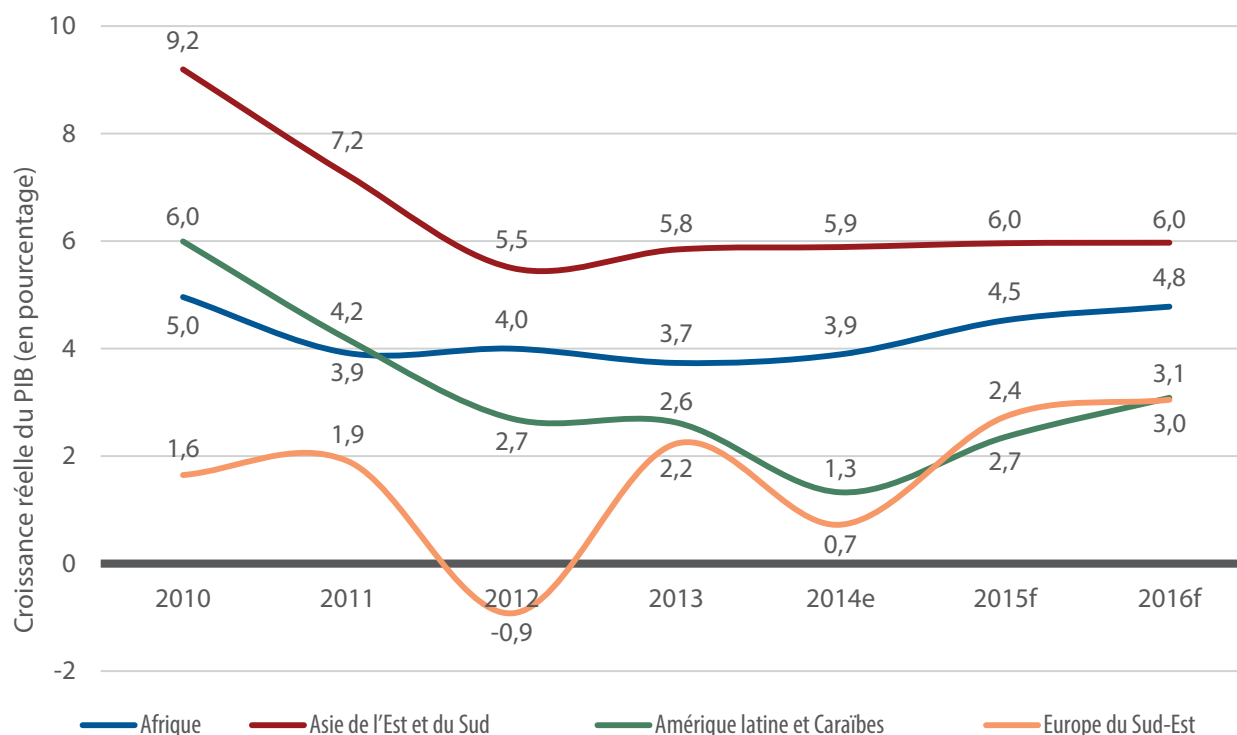
L'EXPANSION DEVRAIT SE POURSUIVRE

La croissance de l'Afrique est passée de 3,7 % en 2013 à 3,9 % en 2014, pourcentage inférieur aux prévisions établies dans l'édition 2014 du présent rapport⁵. Seule la région de l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud a connu une croissance plus rapide, soit 5,9 % (figure 1.1). Le taux de croissance du PIB de l'Afrique devrait se situer, respectivement, à 4,5 % et à 4,8 % en 2015 et 2016. Il devrait être légèrement inférieur à celui de l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud, qui devrait être de quelque 6 % pour la période 2014-2016 (figure 1.1)⁶. Malgré les incertitudes qui planent sur l'économie mondiale, l'élan pris par la croissance, nourri par la demande intérieure en hausse, devrait se maintenir, sous l'effet conjugué de la croissance de la demande intérieure, de

l'amélioration de la conjoncture régionale et de la gestion macroéconomique, de l'accroissement des investissements publics, spécialement dans le domaine des infrastructures, du dynamisme du secteur des services et du resserrement des liens avec les pays émergents en matière de commerce et d'investissement.

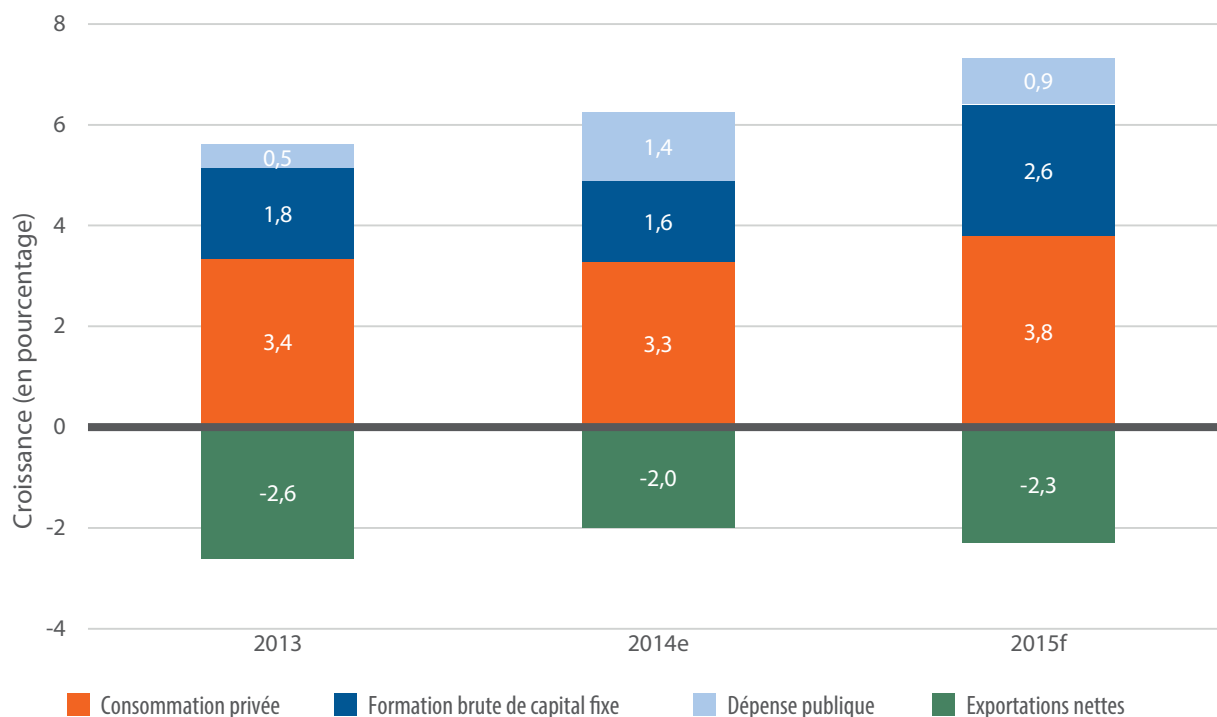
L'Asie de l'Est et du Sud est la seule région à avoir enregistré une croissance plus rapide que celle de l'Afrique, soit 5,9 %.

FIGURE 1.1 : PERFORMANCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS ÉMERGENTES ET EN DÉVELOPPEMENT, 2010-2016



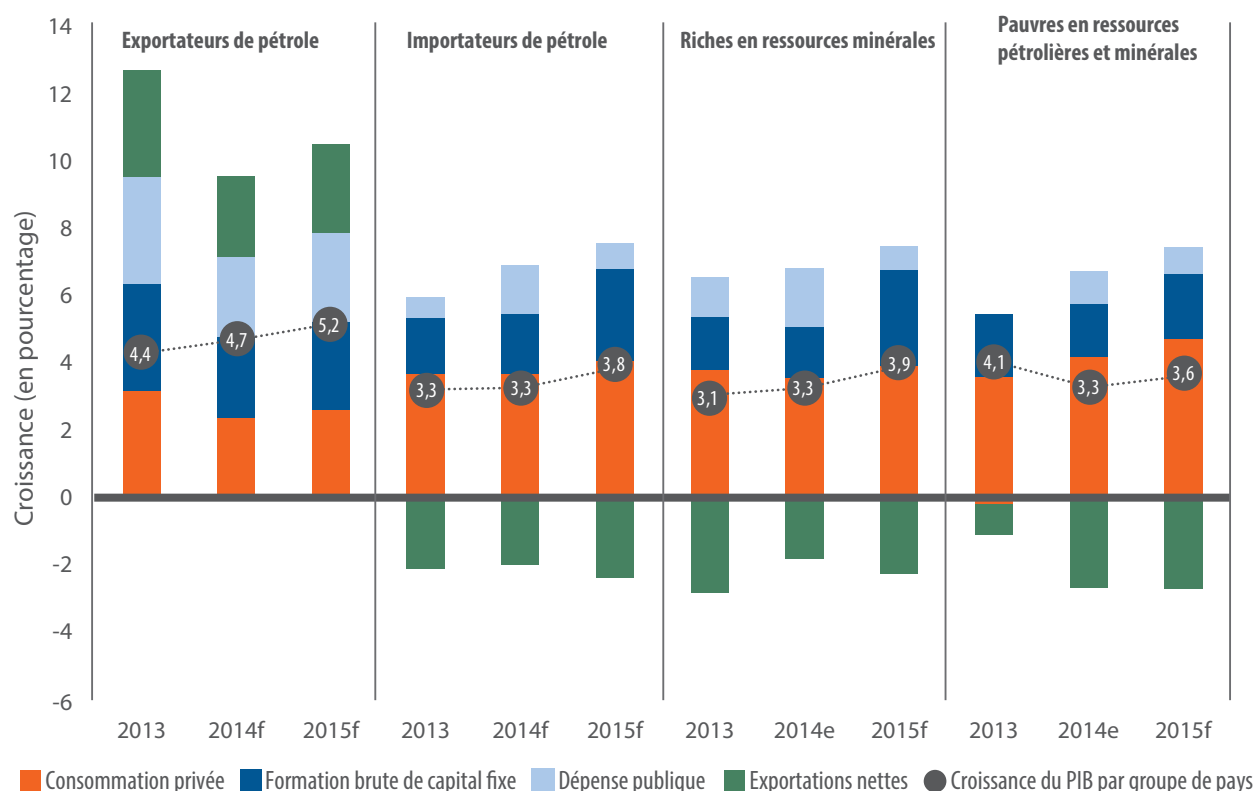
Source : Calculs fondés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b), les données sur l'Afrique excluent la Libye.
Note : e = estimation ; PIB = produit intérieur brut.

FIGURE 1.2 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE ET COMPOSANTES DE LA CROISSANCE, 2013-2015



Source : Calculs fondés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b) et de l'Economist Intelligence Unit (2014).
 Note : e = estimation ; p = prévisions

FIGURE 1.3 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE PAR GROUPES ÉCONOMIQUES ET COMPOSANTES DE LA CROISSANCE DU PIB, 2013-2015



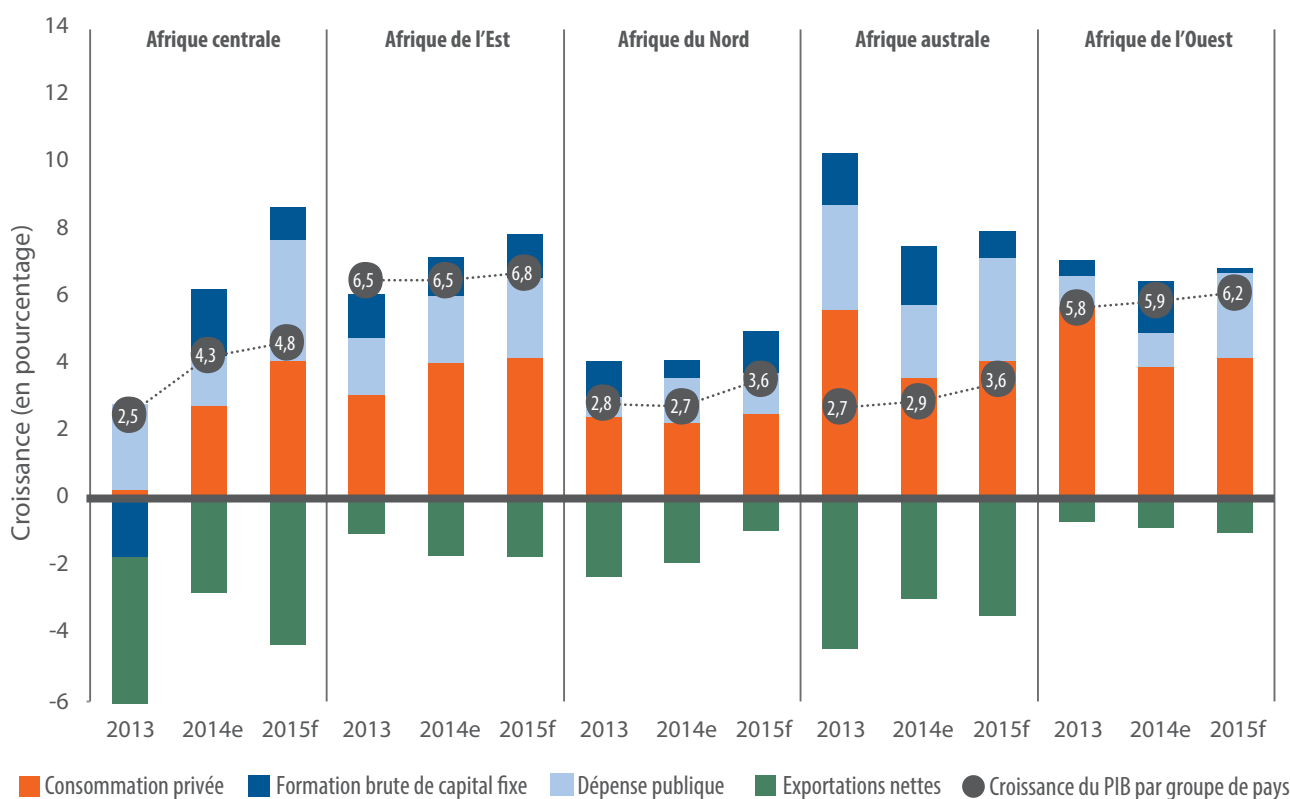
Source : Calculs basés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b) et de l'Economist Intelligence Unit (2014).
 Note : e = estimation ; p = prévision. Les importateurs et exportateurs de pétrole sont les importateurs et exportateurs nets, selon la définition figurant dans la note statistique. Les données sur la croissance des pays exportateurs de pétrole excluent la Libye.

LA CONSOMMATION PRIVÉE ET L'INVESTISSEMENT SONT LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA CROISSANCE

La croissance de l'Afrique a été modérément aidée par la consommation privée et l'investissement, qui ont respectivement progressé de 3,3 % et de 1,6 %, en 2014, contre 3,4 % et 1,8 % en 2013. La consommation privée et l'investissement (formation brute de capital fixe) devraient continuer de tirer la croissance, en augmentant de 3,3 % et 1,6 % en 2014, à 3,8 % et 2,6 % en 2015, respectivement (figure 1.2). Cette tendance est soutenue par une demande intérieure en hausse, suscitée par l'amélioration de la confiance des consommateurs et l'élargissement de la classe moyenne. Les investissements sont principalement portés par l'amélioration de la conjoncture économique et la réduction des coûts liés à l'activité économique, par exemple dans les pays suivants : Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Maurice, Rwanda et République-Unie de Tanzanie (Tanzanie).

La dépense publique (infrastructures et salaires) a aussi été un puissant moteur en 2014, avec 1,4 point de pourcentage, contre 0,5 point de pourcentage en 2013 (figure 1.2). Sa contribution devrait décliner pour se situer à 0,9 point de pourcentage en 2015, en raison des mesures de consolidation budgétaire prises, principalement en Afrique centrale, australe et de l'Ouest. Les exportations nettes afficheront encore une contribution négative, malgré une légère amélioration en 2014 ; en effet, la valeur des exportations de la région – principalement des produits de base – ne compensera pas celle des importations de produits industriels, les États investissant davantage dans les infrastructures et la consommation privée demeurant soutenue. La contraction des exportations nettes des pays importateurs de pétrole devrait s'accélérer, de 2,0 % en 2014 à 2,4 en 2015 (figure 1.3). La baisse continue du prix du pétrole et la dépréciation attendue des monnaies africaines devraient être les moteurs de cette baisse, illustrant le fait qu'il faut ajouter de la valeur aux exportations et les diversifier.

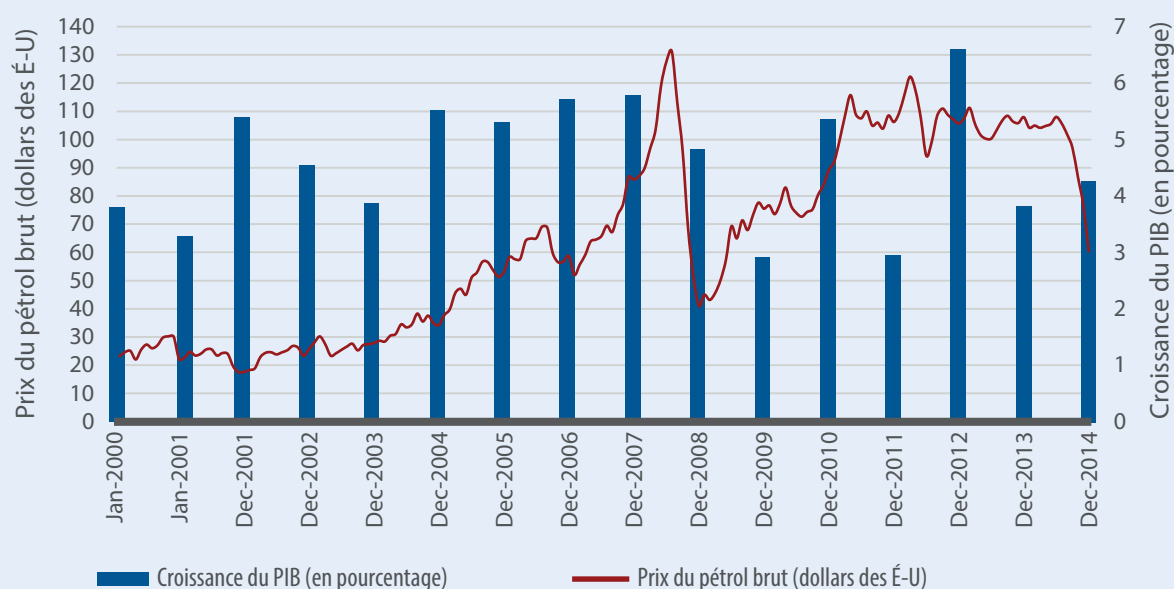
FIGURE 1.4 : DYNAMISME DE LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE ET COMPOSANTES DE LA CROISSANCE PAR SOUS-REGION, 2013-2015



Source : Calculs basés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b) et de l'Economist Intelligence Unit (2014).
 Note : e = estimation ; p = prévision. Les données sur la croissance de l'Afrique du Nord excluent la Libye.

ENCADRÉ 1.3 : INCIDENCE DE LA BAISSÉ DU PRIX DU PÉTROLE EN AFRIQUE⁷

Depuis janvier 2000, d'une manière générale, les prix mondiaux du pétrole brut ont fortement augmenté, à l'exception de la chute enregistrée de juillet à décembre 2008, due au ralentissement de l'économie mondiale (voir figure ci-après).

ENCADRÉ 1.3 FIGURE 1: PRIX DU PÉTROLE BRUT, JANVIER 2000 – DÉCEMBRE 2014 (DOLLARS LE BARIL)

Source : Données mensuelles du Fonds monétaire international sur les prix des produits primaires
<http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx>. Consulté le 23 janvier 2015.

Note: PIB = produit intérieur brut.

Cette baisse des prix du pétrole n'a eu qu'un effet positif marginal sur le PIB des pays importateurs de pétrole et des pays riches en minéraux – 0,01 % et 0,02 % – et un effet négatif marginal sur celui des pays exportateurs de pétrole – 0,17 %, ce qui signifie que la croissance actuelle du continent provient des secteurs non pétroliers et s'explique par les progrès accomplis dans la gestion macroéconomique et par l'efficacité des politiques budgétaires⁸. Le redressement de l'économie (pays occidentaux, Chine et Inde, à partir de 2009), la baisse de la production de pétrole brut due aux conflits au Moyen Orient et en Afrique) et la réduction de la production décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en réaction à la récession a fait monter les prix des produits pétroliers pendant tout le premier semestre 2014. Les prix ont ensuite baissé

de 29 % entre juin et décembre 2014, ce qui s'explique par le peu de ressort de l'activité économique mondiale, l'accroissement du recours à d'autres combustibles, dont les combustibles de schiste aux États-Unis, combinée avec la décision de l'OPEP de ne pas réduire sa production.

Les conséquences du tassement récent de la croissance en Afrique sont marginales (soit 0,03 % du PIB)⁹, même si certaines monnaies vont se déprécier, notamment en Angola, au Ghana et au Nigéria. La croissance ne sera pas considérablement touchée si les prix continuent de baisser à un rythme de 8 % par mois (taux de la baisse de juin à décembre) ou à un rythme moindre. L'évolution de la situation n'aura d'effet notable que si les prix du pétrole plongent à 33,75 dollars le baril, ce qui pourrait se produire en juillet-août

2015 si les prix continuent de baisser au rythme actuel. L'effet marginal de cette évolution sur l'Afrique est attribuable à la croissance des secteurs non pétroliers de l'économie africaine ainsi qu'à la capacité des États africains, spécialement les pays exportateurs de pétrole, de limiter au maximum les chocs en se protégeant contre la volatilité du prix du pétrole brut. Ces États épargnent davantage quand les prix sont élevés et utilisent leur épargne pour atténuer l'effet de la baisse des prix du pétrole brut sur leur économie.

Source : Analyse effectuée à partir des calculs de la Commission économique pour l'Afrique, d'après les données du Fonds monétaire international (2015) et de l'Economist Intelligence Unit (2015).

LA CROISSANCE DEVRAIT PROGRESSER POUR TOUS LES GROUPES ÉCONOMIQUES

Tous les groupes économiques devraient connaître une croissance modérée en 2015. Les pays exportateurs de pétrole (hors Libye) ont connu la croissance la plus rapide, soit 4,7 %, en 2014, contre 4,4 % en 2013 (figure 1.3). Malgré la chute du prix du pétrole, la croissance de ces économies, considérées en tant que groupe, devrait atteindre 5,2 % en 2015. La reprise de la croissance de la consommation et de l'investissement en 2015 compensera tout éventuel ralentissement supplémentaire de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole.

La croissance des pays importateurs de pétrole devrait augmenter légèrement et se situer à 3,8 % en 2015, après avoir stagné à 3,3 % en 2013 et 2014. La croissance sera soutenue par des prix pétroliers bas et la confiance renouvelée des consommateurs et des entreprises. Dans ces économies, la croissance de la consommation privée et des investissements devrait atteindre, respectivement, 4,1 % et 2,8 %, en 2015.

L'incidence sur l'Afrique de la forte chute mondiale des prix pétroliers a été modeste, contrairement à la situation créée par le choc pétrolier de 2008 (encadré 1.3).

Les pays riches en ressources minérales devraient tirer profit de l'élan pris par leur croissance et progresser de 3,3 % en 2014 à 3,9 % en 2015, principalement grâce à la croissance des investissements et à la découverte de nouvelles ressources minérales, notamment en Angola (charbon), au Botswana (cuivre, charbon et diamants), au Ghana et au Libéria (or), en Namibie (uranium et diamants), en Sierra Leone (minerai de fer et diamants) et en Zambie (cuivre). Dans tous les groupes économiques, la croissance sera soutenue par la hausse de la consommation privée et des investissements (figure 1.3), mais la croissance des exportations nettes et de la dépense publique continuera de fléchir.

LA CROISSANCE VARIE ENTRE LES SOUS-RÉGIONS

Les variations de croissance d'une sous-région à l'autre devraient se continuer en 2015 (figure 1.4). La croissance du PIB de l'Afrique centrale devrait progresser de 4,3 % à 4,8 % en 2015. L'importance des dépenses publiques en infrastructures à forte intensité de capital au Cameroun et au Congo,

ainsi que l'évolution de la situation au Cameroun et au Tchad s'agissant du pétrole et du gaz, seront porteuses de croissance. Toutefois, l'instabilité politique régnant en République centrafricaine et les troubles sociaux et les problèmes dans la seule raffinerie du Gabon sont sources d'inquiétude.

La croissance de l'Afrique de l'Est devrait progresser, de 6,5 % en 2014 à 6,8 % en 2015, portée par Djibouti, le Kenya et l'Ouganda. Au Kenya, principale économie de la sous-région, la croissance sera tirée par l'expansion rapide de l'activité bancaire, des télécommunications, de l'urbanisation et des investissements dans les infrastructures, particulièrement ferroviaires. La croissance de l'Ouganda sera soutenue par la hausse de l'activité dans les domaines du bâtiment, des services financiers, des transports et des télécommunications.

En Afrique du Nord (hors Libye), la croissance devrait être de 3,6 % en 2015, contre 2,7 % en 2014, la situation se stabilisant en Égypte, économie principale de la sous-région. Elle devrait aussi être soutenue par les dépenses publiques dans les infrastructures, favorisées par une plus grande stabilité politique en Égypte et en Tunisie, ainsi que par la forte croissance de la consommation et de l'investissement privés. Le bas niveau des prix des produits de base, le resserrement de la politique monétaire en Algérie, en Égypte, au Maroc et au Soudan, ainsi que l'instabilité politique en Libye risquent de bouleverser ces prévisions.

En Afrique australe, la croissance devrait progresser, de 2,9 % en 2014 à 3,6 % en 2015. L'Angola, le Mozambique et la Zambie enregistreront de nouveau la croissance la plus rapide. Celle-ci sera surtout favorisée par les investissements du secteur non-diamantaire au Botswana, la relance de la consommation privée en Afrique du Sud, la hausse des investissements dans la prospection minière et gazière au Mozambique et, d'une manière générale, la consommation privée. Néanmoins, la baisse prolongée des prix du pétrole et des ressources minérales pourrait faire dévier ces prévisions, car deux tiers des pays de la sous-région possèdent de telles ressources ou exportent du pétrole.

La croissance de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 6,2 % en 2015, contre 5,9 en 2014, même si les prévisionnistes sont prudents, en raison de l'instabilité qui règne au Mali et au Nigéria, qui ont récemment changé de base pour le calcul du PIB [remplacement de la structure actuelle des prix

ENCADRÉ 1.4 : CHANGEMENT DE BASE DU PIB ET ANALYSE DU CHANGEMENT STRUCTUREL

La progression de la croissance du PIB de l'Afrique s'explique notamment par le changement de base du PIB au Nigéria mais aussi au Ghana, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie. Ce changement a aussi entraîné la réduction du ratio dette publique-PIB de ces pays, qui ont ainsi pu emprunter plus aisément sur les marchés intérieurs et internationaux, et lever des capitaux dans leurs secteurs de production. Et comme le changement de base contribue aussi à mieux déterminer les secteurs économiques dotés d'un potentiel de croissance, les ressources ciblées sur ces secteurs ont pu stimuler la productivité de ces pays.

Le changement de base régulier du PIB est essentiel pour évaluer la croissance d'une économie et sa part dans le PIB mondial. En Afrique, les pays dont l'année de référence est dépassée sont plus nombreux que ceux dont la base est à jour, ce qui signifie que la révision des données relatives au PIB se fait attendre pour de nombreux pays. Les six pays mentionnés ci-dessus ont changé récemment la période de référence de leur PIB. Le recensement, facilité par le changement de base du PIB, d'activités jusqu'alors non enregistrées, dans le secteur informel et dans les sous-secteurs des télécommunications et du divertissement, donne une idée plus précise de leur poids relatif dans l'économie. Les changements effectués après le changement de base figurent dans le tableau ci-après pour le Ghana.

ENCADRÉ 1 TABLEAU 1 : PART DU PIB (PRIX DE BASE) PAR SECTEUR, GHANA, 2006-2010 (EN POURCENTAGE)

Année	Ancienne série			Nouvelle série (après changement de base)		
	Agriculture	Industrie	Services	Agriculture	Industrie	Services
2006	38,8	28,3	32,9	30,4	20,8	48,8
2007	37,6	28,2	34,2	29,1	20,7	50,2
2008	37	28,3	34,7	31	20,4	48,6
2009	37,7	27,2	35,1	31,7	18,9	49,5
2010	35,6	28,3	36,1	30,2	18,6	51,1

Source : Extrait du tableau 4 du Service statistique du Ghana (2010). Note d'information sur les statistiques économiques : changement de base des comptes nationaux du Ghana, année de référence 2006. Novembre 2010.

Le changement de base effectué au Ghana n'indique pas seulement une expansion générale, mais aussi une réorientation structurelle en faveur des services, les parts de l'agriculture et de l'industrie baisse. Pour mieux percevoir le changement structurel de plus en plus manifeste de leur continent, les pays africains doivent changer la base de calcul de leur PIB. Ce changement a d'autres effets importants, tels que la baisse des ratios dette publique-PIB et recettes fiscales-PIB, et une augmentation de la part de l'Afrique dans le PIB mondial. Toutefois, d'une manière générale, l'incidence du changement de base sur l'ensemble de la croissance est réduite et dépend du nombre d'années entre les révisions.

Source : Analyse de la Commission économique pour l'Afrique et calculs fondés sur des rapports nationaux.

ENCADRÉ 1.5 : EFFETS ÉCONOMIQUES NÉGLIGEABLES DU VIRUS EBOLA SUR L'AFRIQUE

Les trois pays touchés par le virus Ebola, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, enregistreront une baisse de leur PIB, mais étant donné qu'en 2013, ces trois pays représentaient 2,4 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest et seulement 0,7 % du PIB de l'Afrique, les effets de cette situation sur l'Afrique de l'Ouest seront minimes et, sur le continent, infimes.

Selon le LINK/WEFM (modèle de prévision de l'économie mondiale), en 2014 et en 2015, Ebola entraînera la perte de 0,1 point de pourcentage de la croissance du PIB de

l'Afrique de l'Ouest et, pour l'ensemble du continent, seulement 0,02 point de pourcentage (pour l'Afrique de l'Ouest, les prévisions sont réduites de 5,9 % en 2014 et de 6,2 % en 2015 ; pour l'ensemble de l'Afrique, elles sont réduites de 3,37 % et de 4,61 %).

Dans une autre projection simple, les prévisions sont moins optimistes mais largement similaires. La CEA 2014a prévoit un scénario de référence dans lequel les trois pays enregistrent une croissance de 0 % en 2014 et 2015, tandis que les taux

de croissance projetés pour les autres pays africains demeurent inchangés. Le modèle fait ressortir que la croissance projetée pour l'Afrique de l'Ouest a baissé de 0,19 point de pourcentage en 2014 et de 0,15 point de pourcentage en 2015 et, pour l'ensemble de l'Afrique, de 0,05 point de pourcentage en 2014 et de 0,04 point de pourcentage en 2015.

Source : Commission économique pour l'Afrique (2014a).

(base annuelle) pour mesurer le volume du PIB au moyen d'une base annuelle nouvelle ou plus récente (encadré 1.4)] et, dans une moindre mesure, de l'épidémie de la maladie à virus Ébola (encadré 1.5).

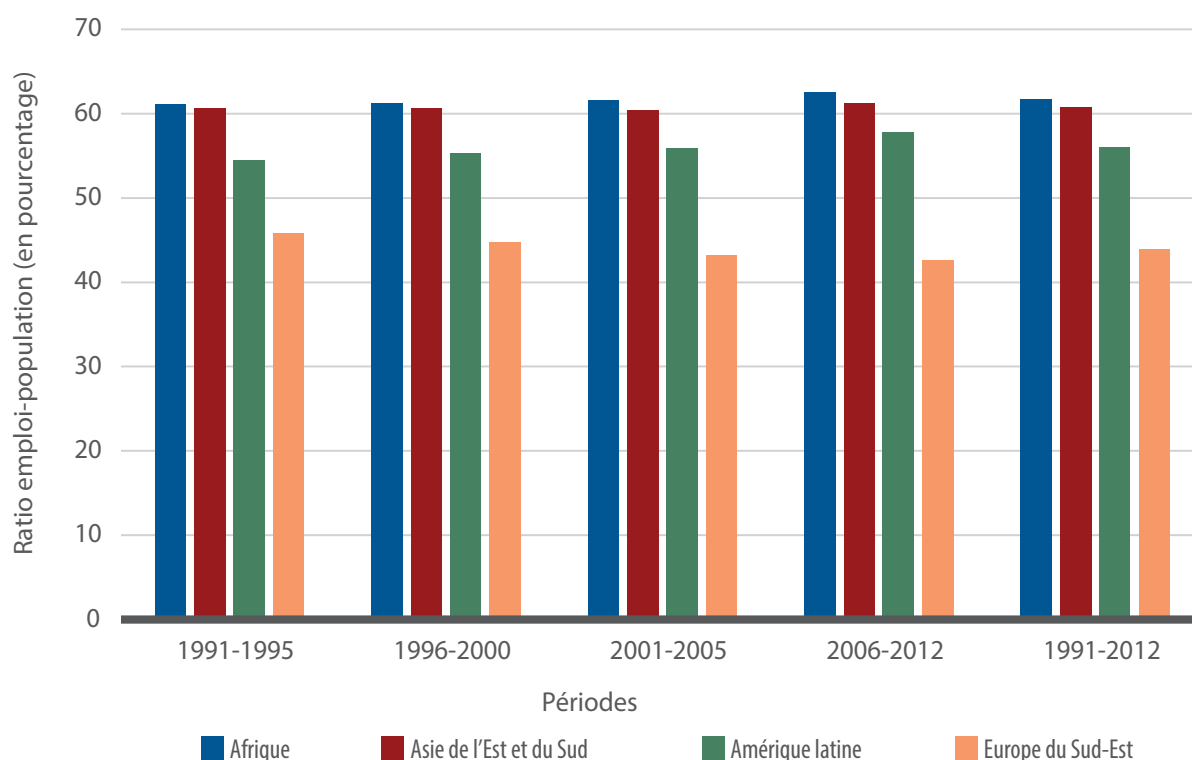
L'EMPLOI TARDE À REMONTER

La forte croissance enregistrée par l'Afrique au cours des dix dernières années ne s'est pas traduite par la création des nombreux emplois nécessaires pour sa population en âge de travailler. Sa capacité limitée de créer des emplois bien rémunérés dans l'économie structurée et la faible productivité de la main-d'œuvre ont rendu l'Afrique moins compétitive à cause du poids de l'emploi informel. On estime que le changement structurel (passage de ressources provenant de secteurs de l'économie à basse productivité à des ressources provenant de secteurs à haute productivité) sera la solution pour amener les économies africaines vers des secteurs plus productifs, car il stimulera la création d'emplois et réduira le poids du secteur informel. La majeure partie de la main-d'œuvre est passée de l'agriculture

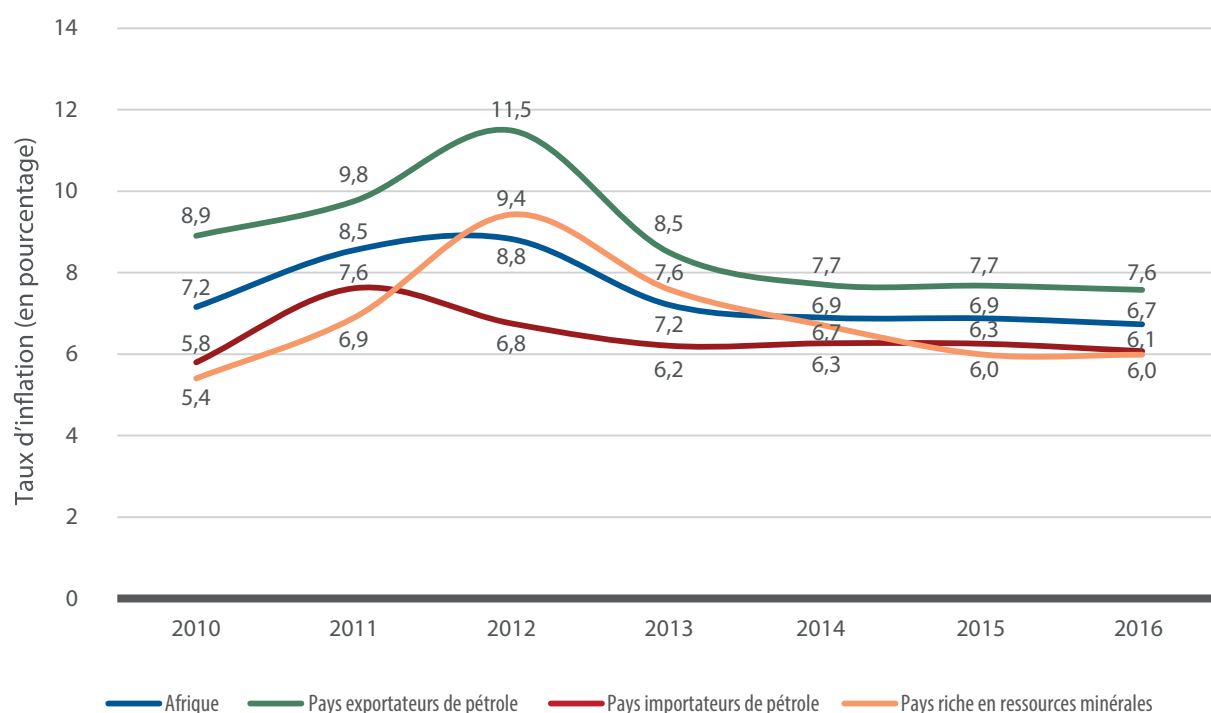
à l'industrie et aux services au cours des dix dernières années, mais ce changement ne s'est pas produit assez rapidement pour réduire le chômage des jeunes (résultat atteint par la plupart des pays d'Asie du Sud-Est). Néanmoins, le marché du travail enregistre certains progrès : le ratio emploi-population de l'Afrique est l'un des plus hauts à travers le monde, soit le deuxième après celui de l'Asie du Sud et de l'Est (chapitre 2).

L'emploi a progressé en Afrique à un rythme moyen annuel de 2,9 % de 1991 à 2012, soit un taux supérieur à celui des autres régions émergentes ou en développement, dont l'Amérique latine et les Caraïbes (2,5 %), l'Asie du Sud et de l'Est (1,4 %) et l'Europe du Sud-Est (0,9 %). De plus, le ratio emploi-population est passé de 61,3 % en 1991-1995 à 62,6 % en 2006-2012, augmentation la plus élevée de toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes (figure 1.5).

FIGURE 1.5 : RATIOS EMPLOI-POPULATION DANS LES RÉGIONS ÉMERGENTES ET EN DÉVELOPPEMENT 1991-2012



Source : Calculs d'après Organisation internationale du travail (2014).

FIGURE 1.6 : TAUX D'INFLATION PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2010-2016

Source : Calculs d'après les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014).

Note : e = estimation ; p = prévision.

LA PRESSION INFLATIONNISTE RESTE MODÉRÉE

L'inflation en Afrique devrait poursuivre la tendance à la baisse amorcée en 2012, se stabiliser à 6,9 % entre 2014 et 2015, et diminuer pour se situer à 6,7 % en 2016 (figure 1.6).

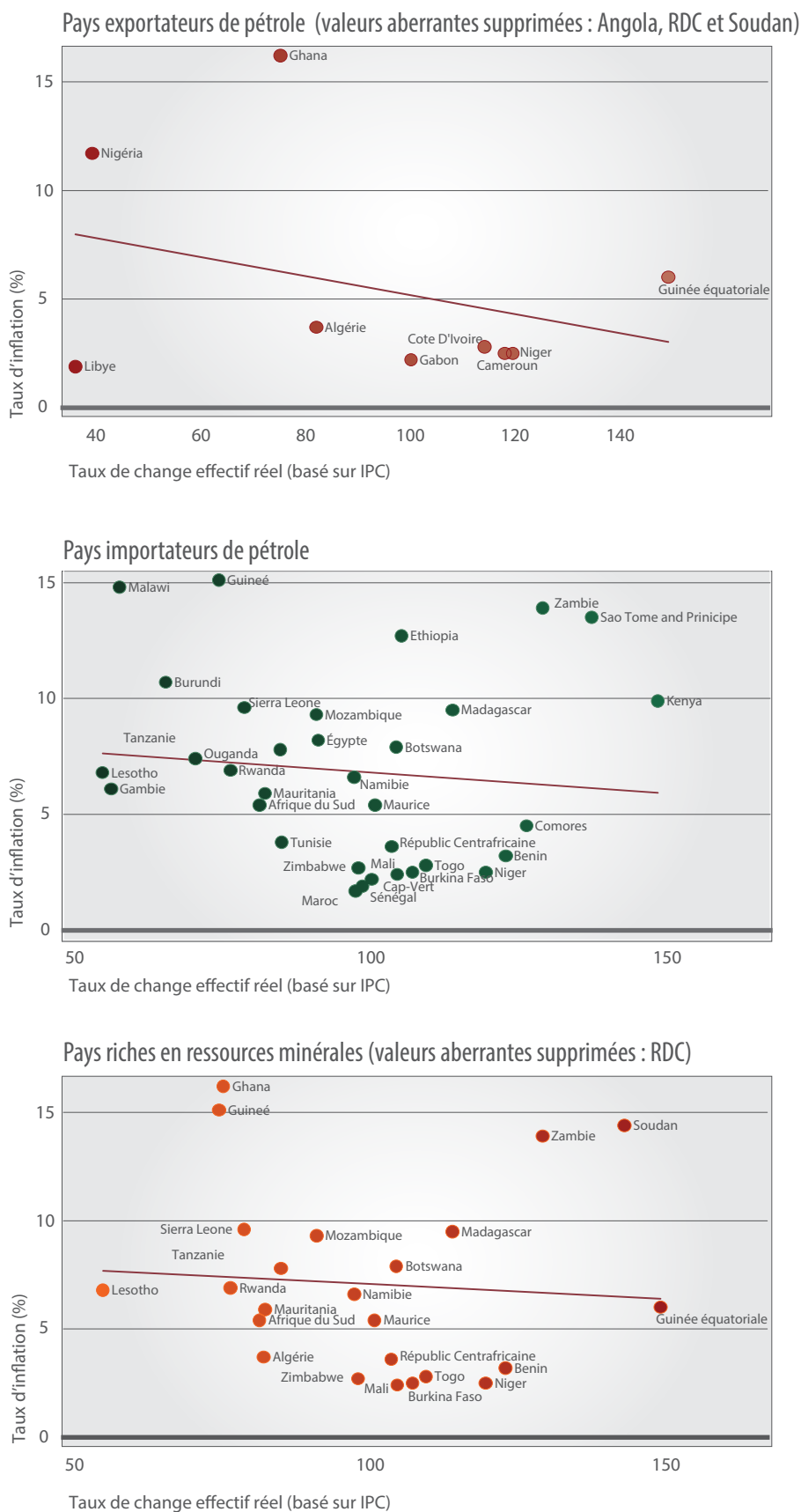
Les pays exportateurs de pétrole devraient d'abord connaître une hausse de l'inflation en 2015, puis une légère baisse en 2016. On observe que la baisse des taux de change est le principal facteur de hausse de l'inflation parmi les pays exportateurs de pétrole, avec des effets marginaux sur les pays importateurs de pétrole et les pays riches en ressources minérales (figure 1.7), ce qui peut s'expliquer par les effets de la baisse des prix du pétrole et des produits de base sur le marché mondial. Toutefois, cet effet est plus prononcé dans les pays exportateurs de pétrole que dans les pays riches en ressources minérales, un léger effet se faisant sentir sur les pays importateurs de pétrole.

Au niveau sous-régional, l'Afrique centrale devrait connaître l'inflation la plus basse, principalement en raison de la politique monétaire commune menée

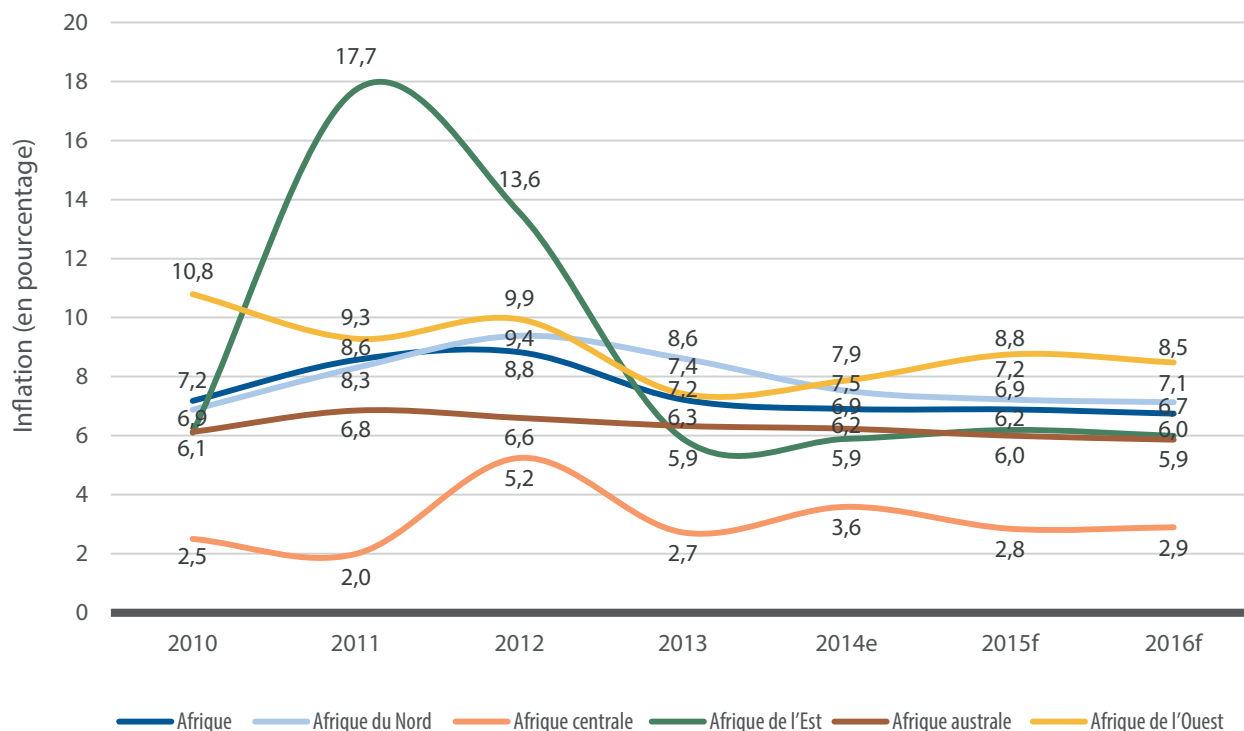
dans la plupart des pays (la monnaie commune, le franc CFA, étant liée à l'Euro) (figure 1.8). En Afrique australe, l'inflation devrait reculer de 6,2 % en 2014 à 6 % en 2015, principalement grâce à la baisse du prix du pétrole et de l'ensemble des produits alimentaires, ainsi que de l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire au Malawi et en Zambie, de la politique monétaire stricte appliquée au Lesotho et en Afrique du Sud, et de l'appréciation de la monnaie nationale au Botswana et en Zambie.

En Afrique de l'Est et de l'Ouest, l'inflation devrait progresser, de 5,9 % et 7,6 %, respectivement, en 2014, à 6,1 % et 8,8 % en 2015. Au Kenya, principale économie de l'Afrique de l'Est, l'inflation variera en fonction du bilan de la saison des pluies et, en Tanzanie, de l'affaiblissement du shilling et de la hausse des prix de l'électricité. La Banque centrale du Kenya n'a pas modifié ses taux depuis 2012, mais devrait les relever de 50 points de base à la fin du premier semestre 2015, pour contrer les effets inflationnistes d'une politique monétaire plus stricte dans les économies développées, notamment aux États-Unis d'Amérique.

FIGURE 1.7 : TAUX D'INFLATION ET TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL PAR DOTATION EN RESSOURCES NATURELLES, 2000-2014



Source : Calculs basés sur les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014b) et de l'Economist Intelligence Unit (2014).

FIGURE 1.8 : INFLATION PAR SOUS-RÉGION, 2010-2016

Source : Calculs d'après les données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014).

Note : e = estimation ; p = prévision.

Le Nigéria, première économie de l'Afrique depuis le changement de base du PIB, devrait être le premier moteur de l'inflation de l'Afrique de l'Ouest, sa politique budgétaire expansionniste menée avant les élections de 2015, du dynamisme manifesté par la demande de consommation et de la baisse du taux de change. Au Ghana, l'augmentation de la tarification de l'eau et de l'électricité, autorisée par les autorités en juillet 2014, et les effets de la dépréciation du cedi ghanéen seront des sources de pression inflationniste au premier trimestre 2015.

En Afrique du Nord, l'inflation devrait encore baisser légèrement, de 7,2 % en 2014 à 7,1 % en 2015 (voir figure 1.8). L'Égypte devrait connaître l'inflation la plus forte, avec un taux de 10,1 % en 2015, sous l'effet de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement dus à des difficultés politiques, de la hausse du salaire minimum dans la fonction publique et de l'instabilité monétaire. La Banque centrale a augmenté ses taux de 100 points de base en juillet 2014 pour contrer les pressions. En Algérie et en Mauritanie, où les prix de l'alimentation et des produits de base sont les premiers facteurs d'inflation du pays, l'inflation

sera atténuée. Le Maroc devrait enregistrer un taux d'inflation très bas à cause de la modération de la demande intérieure et de la légère appréciation de la monnaie face au dollar des États-Unis. En Libye, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par des difficultés politiques et la hausse des prix du logement suscitent la préoccupation.

L'inflation au Soudan devrait continuer de ralentir, signe d'une monnaie faible et de la chute des prix du pétrole. En outre, la Banque centrale du Soudan s'est engagée à limiter les crédits accordés aux pouvoirs publics et à ralentir l'achat d'or, conformément avec l'accord conclu avec le FMI (EIU, 2014b).

L'inflation en Afrique devrait continuer de baisser en raison du caractère prudent des politiques monétaires suivies et des bonnes récoltes des dernières saisons.

LA PLUPART DES DEVICES AFRICAINES VONT CONTINUER DE SE DÉPRÉCIER

La baisse des prix du pétrole et des produits de base, le resserrement des politiques monétaires des pays développés et les importants déficits commerciaux et budgétaires continueront d'entraîner la dépréciation des taux de change dans la plupart des pays africains.

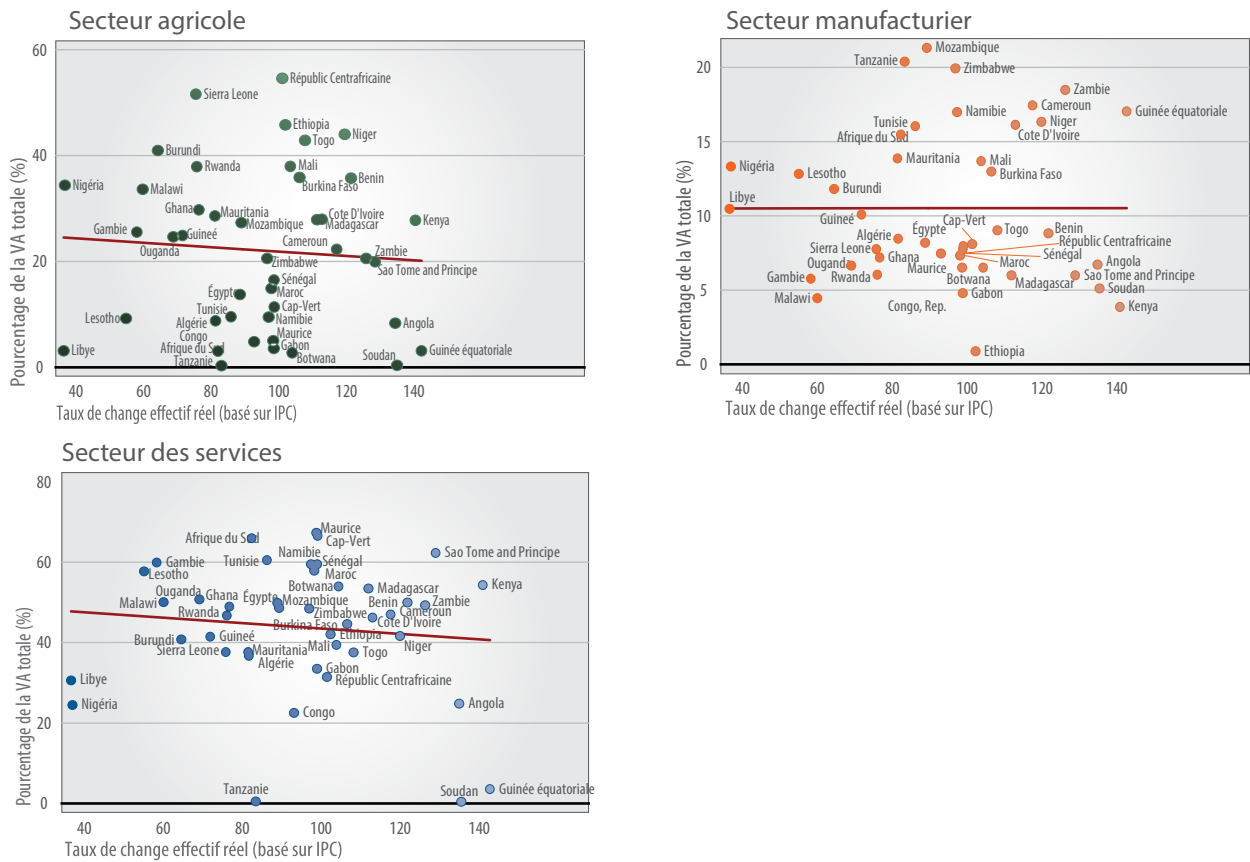
En ce qui concerne les économies les plus importantes du continent, la devise de l'Afrique du Sud devrait s'apprécier de 1,2 %, pour s'établir à 10,66 rands par dollar des États-Unis en 2015, mais conservera peut-être une certaine volatilité (le rand est la devise africaine la plus échangée). Malgré les pressions politiques qu'elle a subies pour maintenir le naira à un taux surévalué en 2014, la Banque centrale du Nigéria a procédé à une dévaluation en novembre pour réduire au maximum l'érosion de ses réserves de devises et a relevé son taux de 100 points de base, à 13 %. Le shilling kenyan s'est déprécié en 2013 et 2014 à cause de la faiblesse du prix du thé et de la baisse du tourisme, s'expliquant par les incertitudes liées à la sécurité. Le shilling devrait encore baisser en raison du resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale. Dans la région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (dont la plupart des États d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale font partie), où le CFA est lié à l'Euro, le CFA s'est apprécié par rapport au dollar des États-Unis en 2014, mais devrait baisser en 2015.

Comme Rodrik et McMillan (2011) l'ont noté, la surévaluation du taux de change peut empêcher le développement de secteurs marchands, en particulier le secteur moderne manufacturier. En se fondant sur le taux de change effectif réel établi par l'Economist Intelligence Unit (l'augmentation traduit l'appréciation de la devise), la figure 1.9 montre que l'appréciation va de pair avec l'augmentation de la valeur ajoutée manufacturière et la baisse de la valeur ajoutée de l'agriculture et des services dans les pays exportateurs de pétrole. Par contre, dans les pays importateurs de pétrole, l'appréciation de la monnaie entraîne la baisse de la valeur ajoutée manufacturière et la hausse de la valeur ajoutée des services. Enfin, l'appréciation du taux de change réel va de pair avec une baisse considérable du secteur des services dans les pays riches en ressources minérales.

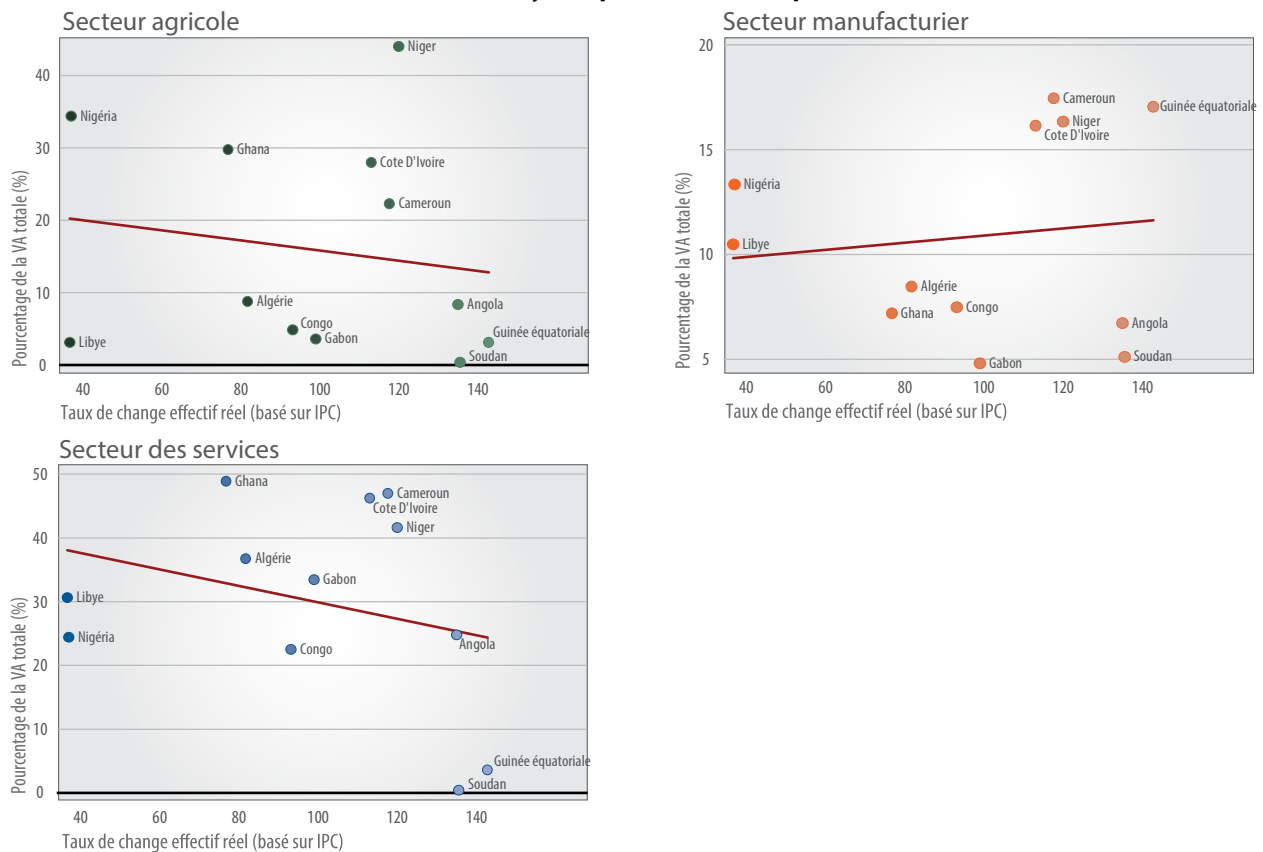
La baisse des prix du pétrole et des produits de base, le resserrement des politiques monétaires des pays développés et les importants déficits commerciaux et budgétaires continueront d'entraîner la dépréciation des taux de change dans la plupart des pays africains.

FIGURE 1.9 : TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL ET PART DE VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR, 2000-2012

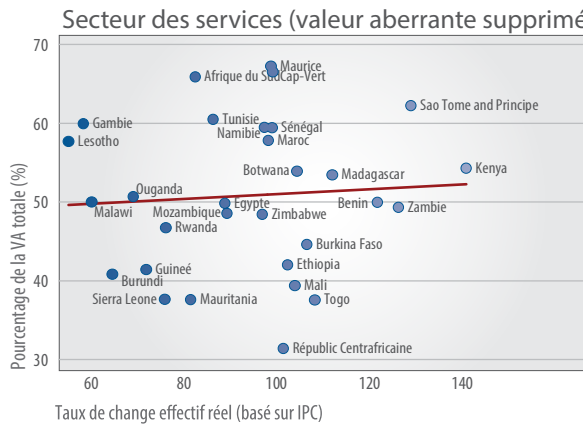
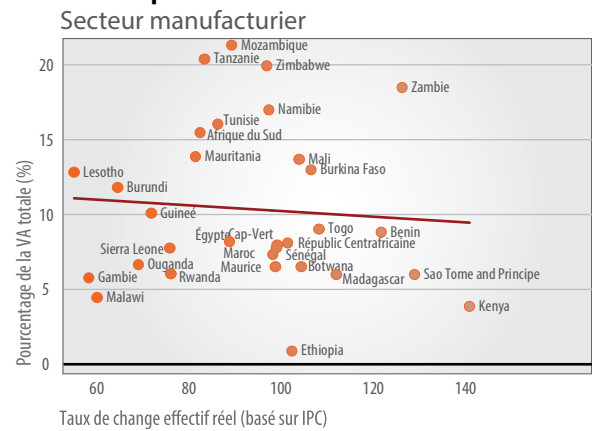
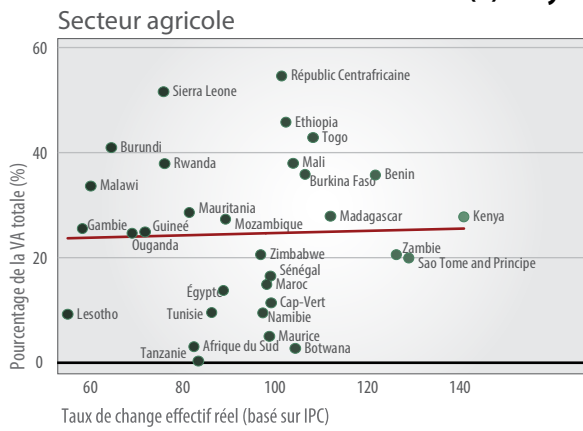
(a) Tous pays africains



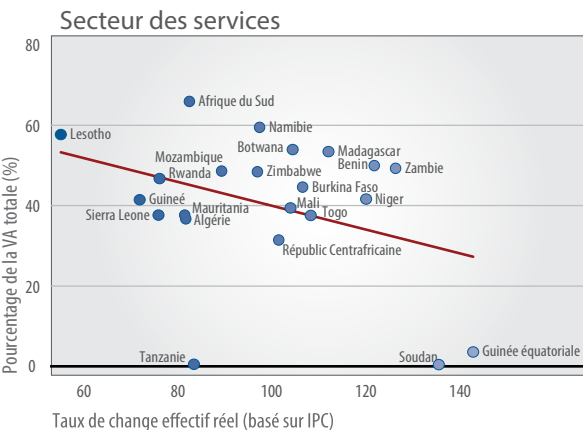
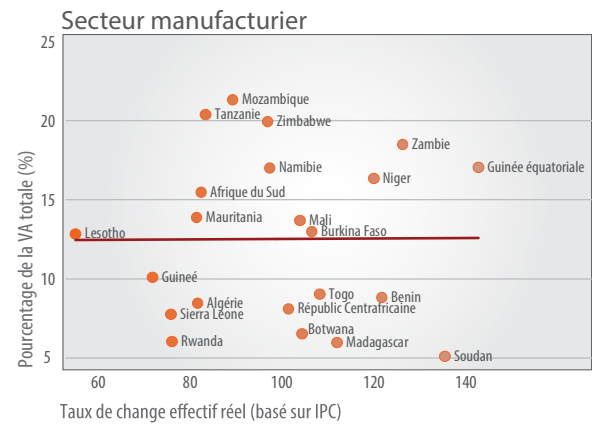
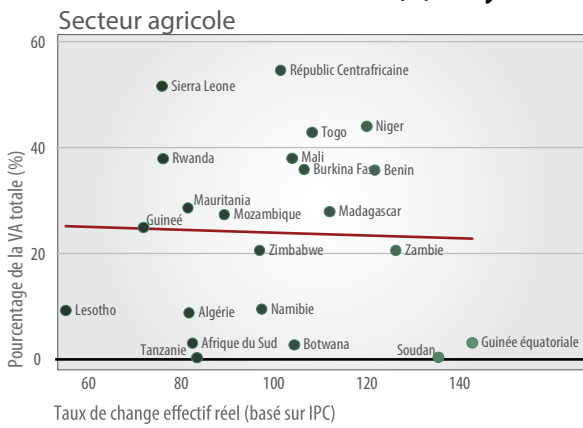
(b) Pays exportateurs de pétrole



(c) Pays importateurs de pétrole



(d) Pays riches en ressources minérales



LES DÉFICITS BUDGÉTAIRES DIMINUENT

Les déficits budgétaires sous-régionaux devraient rester négatifs, mais une tendance à l'amélioration se dégage néanmoins (figure 1.10).

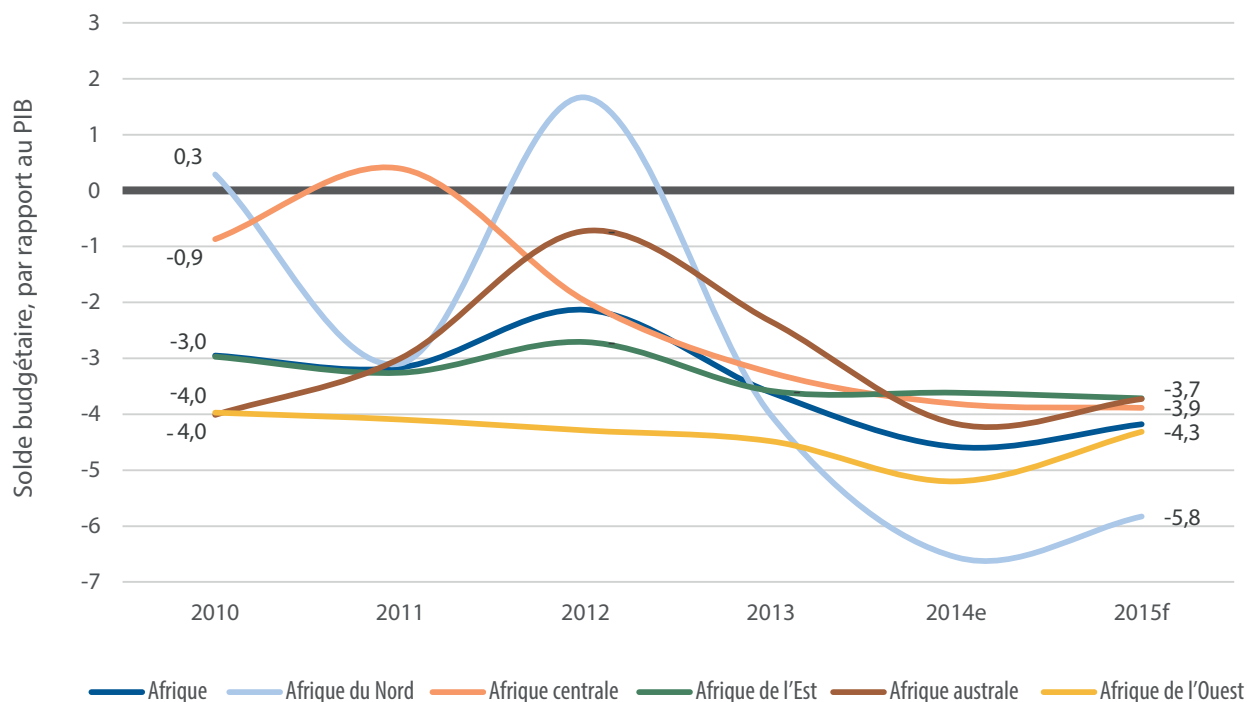
Le déficit budgétaire moyen de la région est passé de 3,6 % du PIB en 2013 à 4,6 % en 2014, mais devrait redescendre à 4,2 % en 2015, grâce aux baisses en Afrique du Nord (de 6,6 % à 5,8 %), en Afrique australe (de 4,2 % à 3,7 %) et en Afrique de l'Ouest (de 5,2 % à 4,3 %).

En Afrique du Sud, le déficit budgétaire devrait reculer, de 4,4 % du PIB en 2014 à 3,7 % en 2015, les autorités responsables du budget prenant des mesures pour lutter contre la corruption et les inefficacités, et diminuer les dépenses non essentielles. Au Botswana, les recettes fiscales tirées des ressources minérales, ainsi que de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que le système de partage des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) consolideront l'excédent budgétaire, qui progressera de 1,2 % du PIB en 2014 à 1,5 %

en 2015. Le déficit budgétaire du Nigeria devrait augmenter de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 2,1 % du PIB en 2015, principalement à cause de la baisse des revenus du pétrole, de l'instabilité qui règne dans la région productrice de pétrole et de la hausse des dépenses publiques avant les élections de 2015. Au Sénégal, le déficit budgétaire devrait se réduire, de 5,1 % du PIB en 2014 à 4,1 %, les autorités ayant décidé de réduire les dépenses non productives. Par contre, l'Égypte, le Ghana et la Tanzanie risquent de connaître des difficultés, en ce qui concerne la durabilité, car les déficits devraient y atteindre, respectivement, 8 %, 10,7 % et 7 %, du PIB en moyenne, entre 2014 et 2016.

En Afrique de l'Est et en Afrique centrale, le déficit devrait se creuser légèrement, pour se situer à 3,7 % et 3,9 % du PIB, respectivement. Le Burundi, la Tanzanie et l'Ouganda seront les principales sources d'augmentation du déficit en Afrique de l'Est, le déficit du Burundi étant alimenté par d'importantes dépenses militaires, les dépenses salariales de la fonction publique et l'achat, par l'État, de biens importés. En Tanzanie, la politique expansionniste

FIGURE 1.10 : SOLDE BUDGÉTAIRE MOYEN PAR SOUS-RÉGION, 2010-2015 (EN % DU PIB)



Source : Calculs établis à partir des données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

Note : e = estimations ; p = prévisions

précédant les élections de 2015 et les insuffisances de la gestion budgétaire expliquent cette augmentation, tandis qu'en Ouganda, le déficit sera le résultat des investissements dans les infrastructures, des lacunes dans le contrôle des dépenses publiques et de la détérioration des relations avec les donateurs étrangers. Au Kenya, le déficit budgétaire devrait se creuser principalement à cause des réformes budgétaires et fiscales.

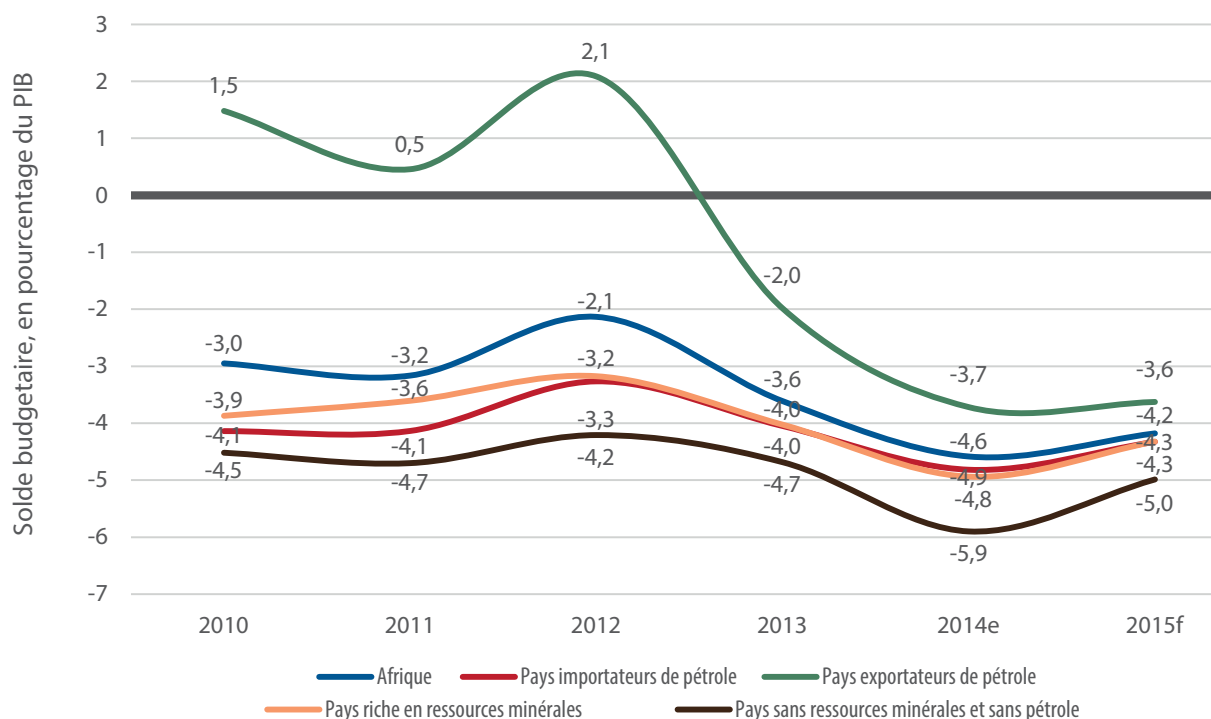
En Afrique centrale, où les grandes économies sont les principales exportatrices de pétrole, l'élément clé du déficit budgétaire est la détérioration des prix pétroliers, ainsi que les subventions relatives aux combustibles et les dépenses relatives aux infrastructures dans de nombreux pays.

Les pays importateurs de pétrole, riches en ressources minérales ou pauvres en ressources minérales et en pétrole devraient gagner, respectivement, 0,5, 0,6 et 0,9 points de pourcentage en 2015, grâce à la baisse des prix du pétrole (les pays importateurs de pétrole comptent des pays riches en ressources minérales, ainsi que des pays pauvres en pétrole et pauvres en ressources minérales) (figure 1.11).

Alors que la baisse des taux de change réels va de pair avec un accroissement des déficits budgétaires dans les pays exportateurs et importateurs de pétrole, c'est le contraire qui se produit dans les pays riches en ressources minérales (figure 1.12). Néanmoins, cette tendance est plus prononcée dans les pays exportateurs de pétrole que dans les pays importateurs de pétrole. Les autres facteurs contribuant à l'amélioration des soldes budgétaires sont l'assainissement budgétaire, l'apparition de nouvelles sources de recettes et la mobilisation de ressources novatrices, notamment au Botswana, au Cameroun, en République du Congo, en Éthiopie et en Afrique du Sud (encadré 1).

Le déficit global des comptes courants de l'Afrique se maintiendra à cause des déficits commerciaux et de la demande accrue de biens d'équipement.

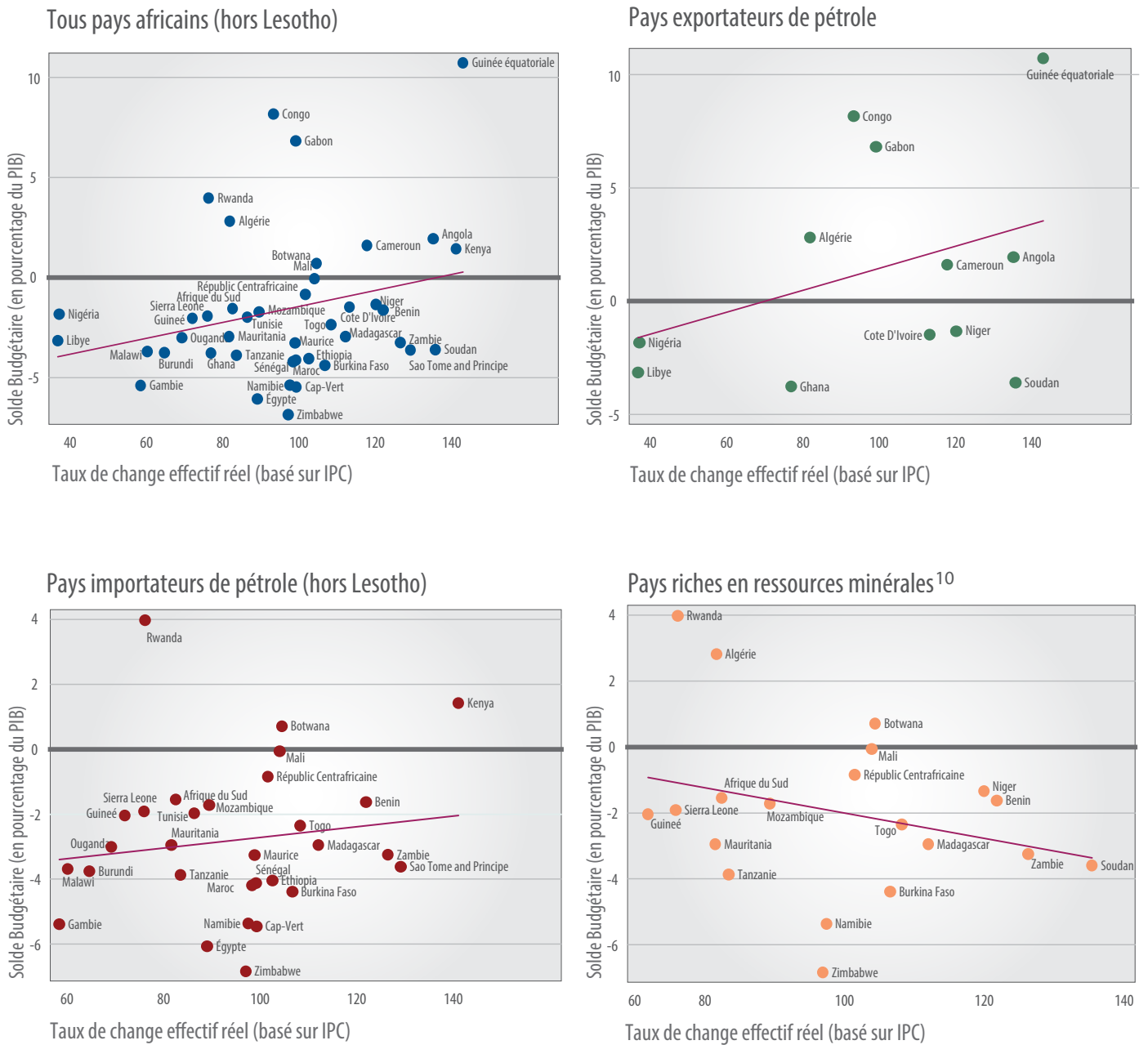
FIGURE 1.11 : SOLDE BUDGÉTAIRE MOYEN PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2010-2015 (EN % DU PIB)



Source : Calculs fondés sur les données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

Note : e= estimations ; p = prévisions

FIGURE 1.12 : DÉFICITS BUDGÉTAIRES ET TAUX DE CHANGE RÉELS, 2000-2014



Source : Estimations fondées sur les données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

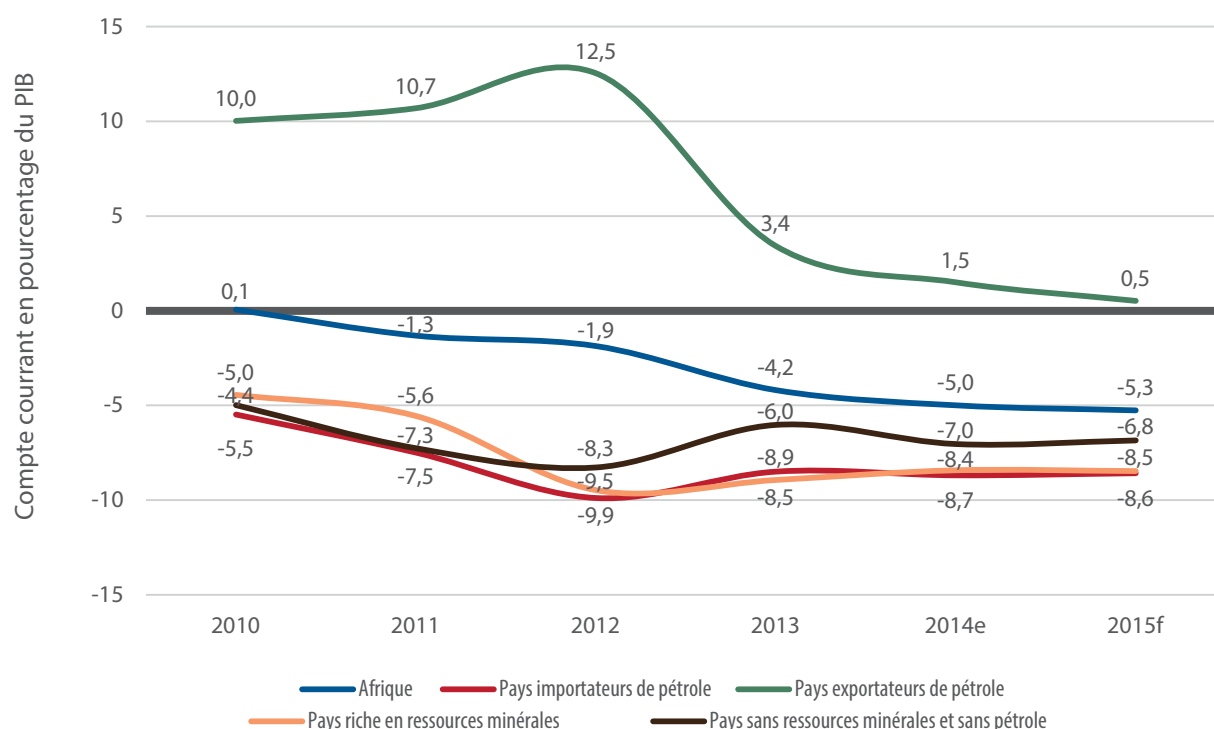
LA BAISSÉ DES PRIX DU PÉTROLE PÈSERA SUR LES COMPTES COURANTS

Le déficit global des comptes courants de l'Afrique se maintiendra à cause des déficits commerciaux et de la demande accrue de biens d'équipement. Les pays exportateurs de pétrole conserveront leurs excédents des comptes courants, mais ceux-ci seront moins élevés en 2015 qu'en 2013 ou 2014, tandis que les déficits des comptes courants se maintiendront dans les autres groupes économiques (figure 1.13).

Plus précisément, s'étant détérioré de 0,2 point de pourcentage, le déficit du compte courant des pays importateurs de pétrole a représenté 8,7 % du PIB en 2014 ; il doit s'améliorer en 2015 et s'établir à 8,6 % du PIB. Celui des pays riches en ressources minérales, tributaires de services importés et affichant un déficit structurel du compte de résultat, reste important, les sociétés multinationales (qui dominent le secteur minier) continuant de payer leur dette extérieure et de rapatrier leurs bénéfices (EIU, 2014). Après une amélioration d'environ 0,5 point de pourcentage en 2014, le déficit du compte courant de ces économies

doit en principe se détériorer de 0,04 point de pourcentage et représenter 8,5 % du PIB en 2015. Les pays non exportateurs de pétrole et les pays sans ressources minérales enregistrent les déficits du compte courant les plus importants, essentiellement en raison de leur accès limité aux réserves de change.

FIGURE 1.13 : SOLDE DU COMPTE COURANT PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2010-2015 (EN POURCENTAGE DU PIB)



Source : Calculs effectués à partir de la base de données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.

LES RÉSERVES INTERNATIONALES DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE RESTENT ÉLEVÉES MAIS SE DÉTÉRIORENT

Le montant total des réserves internationales de l'Afrique a diminué de 3,9 %, passant de 561,4 milliards de dollars en 2013 à 539,6 milliards de dollars en 2014 et on s'attend à ce qu'il baisse à 533,5 milliards en 2015, essentiellement en raison de l'affaiblissement des réserves des pays exportateurs de pétrole (figure 1.14). Ces derniers disposent des réserves extérieures les plus importantes, même si elles n'ont représenté que 50 % du PIB en 2014 contre 57 % en 2013 et vont probablement chuter encore et se situer à 45,8 % du PIB en 2015. Les réserves internationales exprimées en pourcentage du PIB dans trois des quatre groupes économiques ont été à peine supérieures à 14 % en moyenne au cours de la période 2010-2014.

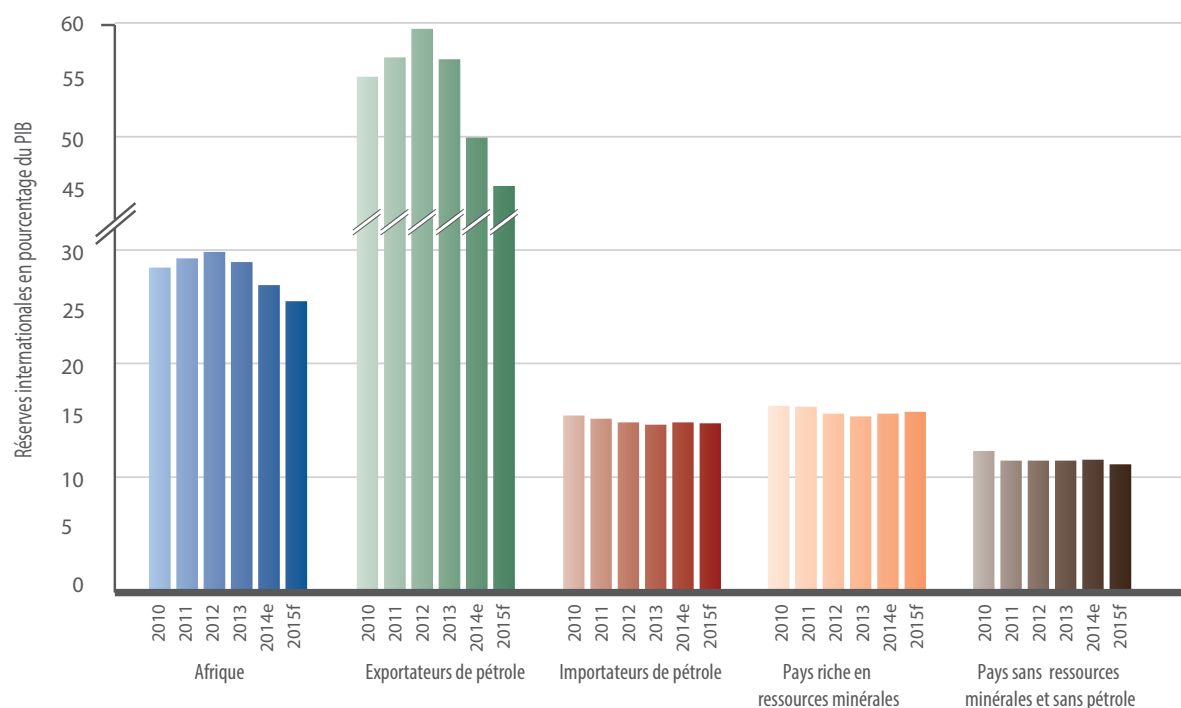
Au niveau sous-régional, c'est l'Afrique du Nord qui détient les réserves internationales les plus importantes, tirées essentiellement par les pays exportateurs de pétrole, notamment l'Algérie et la Libye. L'Afrique de l'Est vient en deuxième position, surtout grâce aux réserves substantielles du Burundi,

des Comores et de la Tanzanie (figure 1.15). Toutefois, on s'attend à ce qu'elles diminuent légèrement en 2015, des pays comme l'Éthiopie préférant consacrer leurs ressources au développement au lieu de constituer davantage de réserves.

En Afrique de l'Ouest, on s'attend à ce que les réserves baissent à 12,6 % du PIB en 2015, et en Afrique centrale qu'elles augmentent et représentent 10,9 % du PIB en 2015, tirées essentiellement par le pays exportateur de pétrole, le Gabon. En Afrique australe, on prévoit resteront stables, malgré leur baisse en Angola et leur augmentation dans toutes les grandes économies de la sous-région sous l'effet de la baisse des cours du pétrole.

Le montant total des réserves internationales de l'Afrique a diminué de 3,9 % en 2014 et on s'attend à ce qu'il encore en raison de l'affaiblissement des réserves des pays exportateurs de pétrole.

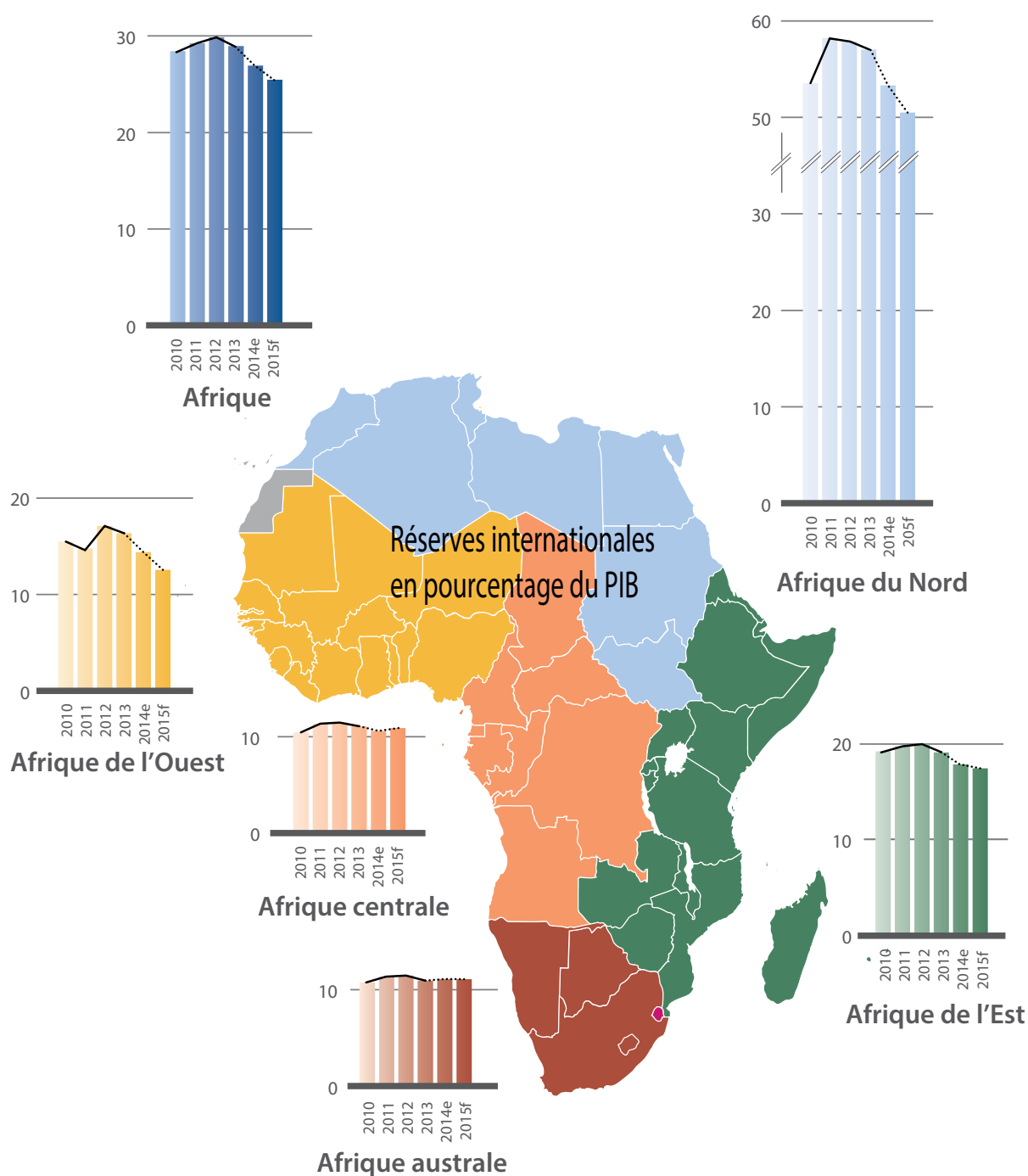
FIGURE 1.14 : RÉSERVES INTERNATIONALES PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2010-2015 (EN POURCENTAGE DU PIB)



Source: Calculs effectués à partir de la base de données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.

FIGURE 1.15 : RÉSERVES INTERNATIONALES PAR SOUS-RÉGION, 2010–2015 (EN POURCENTAGE DU PIB)



Source: Calculs effectués à partir de la base de données de l'Economist Intelligence Unit (2014).
 Note: e = estimations; p = prévisions.

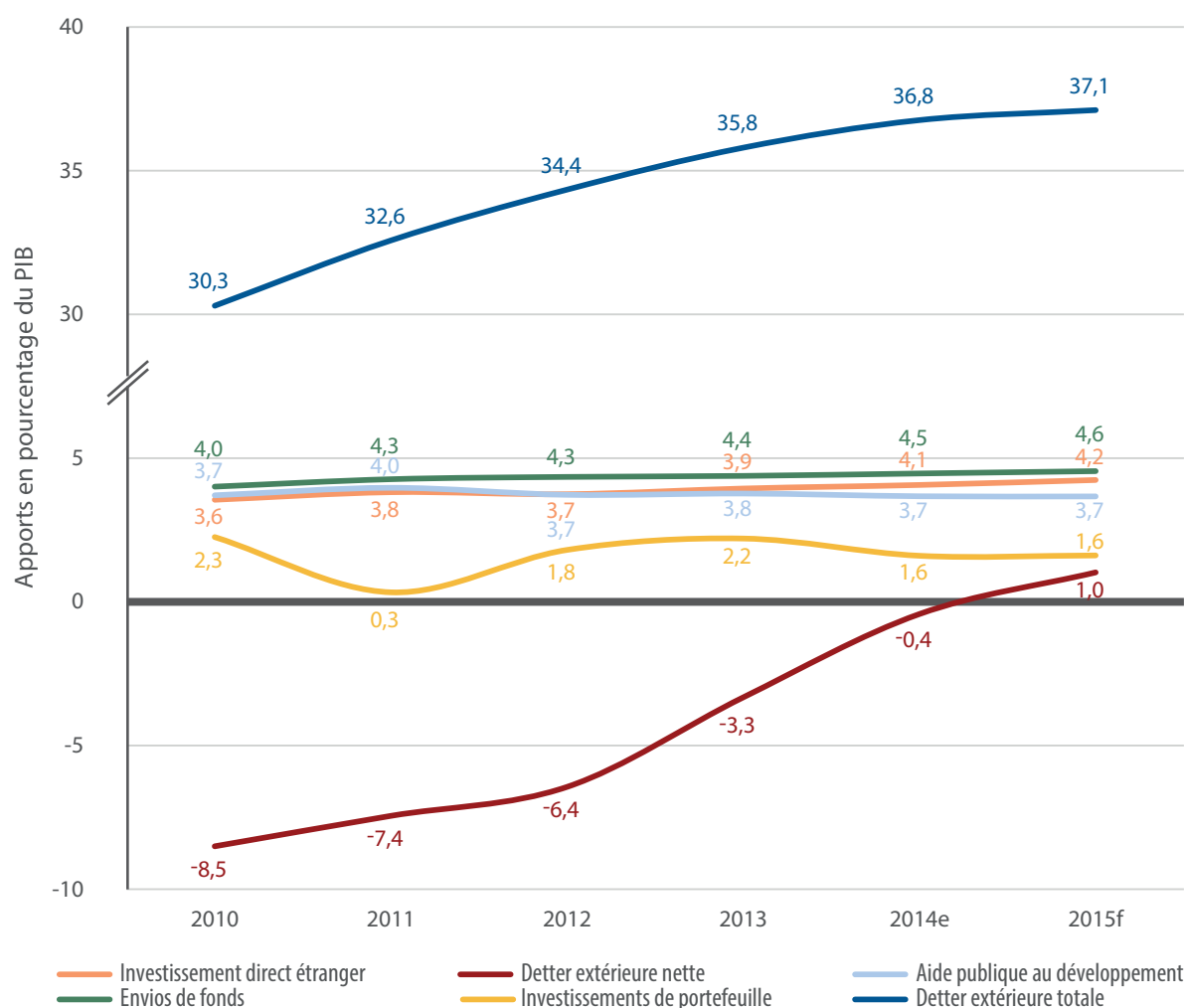
LES ENTRÉES DE CAPITAUX PRIVÉS SONT EN HAUSSE

L'Afrique continue d'attirer des capitaux privés en raison de l'amélioration des conditions de l'activité économique et de la multiplication des notations positives concernant le sentiment des entreprises, comme les améliorations de la réglementation relevées par « Doing Business » à Maurice et au Rwanda¹¹. L'investissement direct étranger est une importante source de financement extérieur, mais il a été dépassé en 2010 par les envois de fonds (figure 1.16), qui constituent également la source de financement extérieur la plus stable. Les envois de fonds sont passés de 4,4 % du PIB en 2013 à 4,5 % en 2014 et vont probablement représenter 4,6 % du PIB en 2015, davantage d'Africains expatriés souhaitant investir dans leur pays d'origine. En termes absolus, le montant des envois de fonds a été de 62,9 milliards

de dollars en 2013, de 67,1 milliards en 2014 et de 71,8 milliards en 2015. Pour mobiliser ces fonds de plus en plus importants, le continent doit limiter le coût de leur renvoi et élaborer des instruments financiers permettant de les orienter vers des programmes de développement.

L'investissement direct étranger est la deuxième source d'apports de capital-investissement. D'un montant de 56,6 milliards de dollars en 2013 puis de 61,1 milliards en 2014, il devrait s'élever à 66,9 milliards en 2015, soit l'équivalent, respectivement, de 3,9 %, 4,1 % et 4,2 % du PIB. Les flux de portefeuille ont représenté en moyenne environ 1,6 % du PIB de 2010 à 2015; ils demeurent instables car dépendants de la politique monétaire adoptée au niveau mondial et des perspectives politiques des pays en développement et des pays émergents. Ces flux ont baissé, passant de 31,6 milliards de dollars en 2013 à 24,1 milliards

FIGURE 1.16 : APPORTS DE CAPITAUX EXTÉRIEURS, 2010–2015 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source: Calculs effectués à partir des données de la base de données UNCTADstat (2014).

Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.

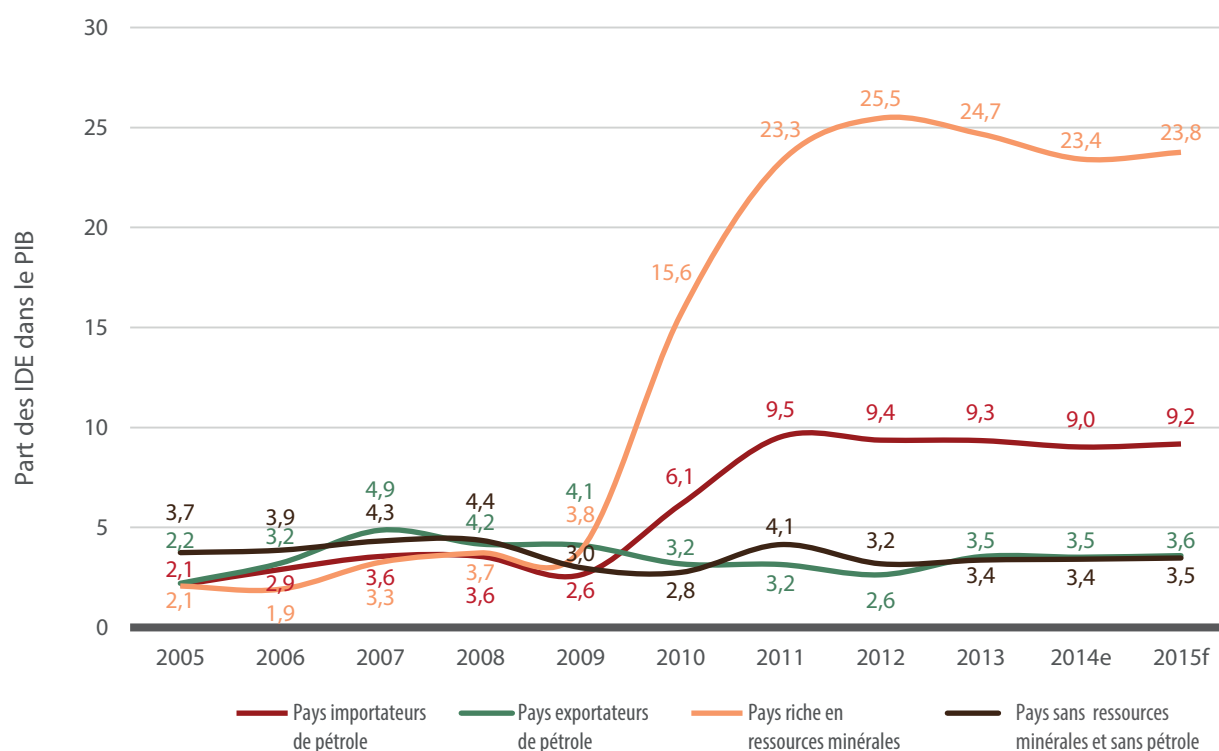
en 2014, mais devraient augmenter à 25,5 milliards de dollars en 2015. En dépit d'une lente reprise dans les pays développés et les pays émergents, les flux d'investissement direct étranger et de capital-investissement continuent d'augmenter, preuve que le secteur privé mondial s'intéresse aux débouchés qu'offre le continent. Les marchés pionniers figurent au premier plan: ils ont attiré respectivement 25,1 % et 26,3 % des entrées d'investissement direct étranger en Afrique en 2013 et 2014, ainsi que 90 % et 63,2 % des flux de portefeuille au cours des mêmes années. En 2015, on espère qu'ils attirent 27 % et 59 % de l'ensemble des flux d'investissement direct étranger et de portefeuille¹².

Depuis 2010, les pays riches en ressources minérales sont de loin les principaux bénéficiaires des apports d'investissement direct étranger (figure 1.17), même si ces flux ont progressivement baissé passant de 24,7 %

du PIB en 2013 à 23,4 % en 2014. L'investissement direct étranger à destination des pays riches en ressources minérales permet d'améliorer l'efficacité grâce aux effets d'entraînement technologique et managérial, mais le secteur des ressources minérales risque de se développer au détriment des autres secteurs. Les exportations de ce secteur peuvent également exercer des pressions sur la monnaie locale, entraînant ainsi le syndrome hollandais¹³ et une diversification économique limitée.

Les flux financiers illicites opérés grâce à la fausse estimation des coûts commerciaux sont répandus dans les pays riches en ressources; leur montant est estimé à près de 60 milliards de dollars par an et ils ont augmenté au rythme de 32,5 % de 2000 à 2009. Les flux cumulés au cours de cette période correspondent pratiquement à l'ensemble de l'aide publique au développement (APD) reçue par

FIGURE 1.17 : PART DES APPORTS D'IDE DANS LE PIB, PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2005-2015 (EN POURCENTAGE)



Source: Calculs fondés sur les données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.

l'Afrique pendant cette même période (CEA, 2014d). Des interventions sous forme d'incitations fiscales et d'un suivi étroit pourraient contribuer à freiner les flux financiers illicites.

L'APD reste pour beaucoup de pays une source indispensable de financement public extérieur. En 2013 et en 2014, elle a constitué, respectivement, 3,8 % et 3,7 % du PIB de l'Afrique. Cependant, elle fluctue en fonction de priorités (souvent à court terme) des partenaires de développement répondant à des préoccupations autres que le développement, notamment la géopolitique, la stratégie et la

sécurité. C'est la raison pour laquelle l'Afrique doit accorder la priorité au financement et mobiliser des ressources afin d'atteindre le changement structurel. Elle doit encourager l'épargne dans le secteur industriel, en particulier dans le secteur manufacturier et l'agriculture mécanisée; certains pays africains ont déjà bien commencé (encadré 1.6).

Supérieure à 30 % du PIB depuis 2010, la dette extérieure totale de l'Afrique représentera en principe 37,1 % du PIB en 2015, même si son montant net ne correspond qu'à 1 % du PIB (voir

ENCADRÉ 1.6: FINANCEMENT INTÉRIEUR: ÉMISSIONS OBLIGATAIRES DE LA DIASPORA ET FONDS SOUVERAINS

Le rôle important de l'appropriation nationale dans la réussite du développement pousse à mettre l'accent sur la mobilisation de ressources intérieures en complément de ressources extérieures comme l'IDE et les envois de fonds.

À court terme, c'est la fiscalité qui offre le plus grand potentiel, mais celui-ci suppose une mise à niveau technologique dans les bureaux nationaux des impôts, un meilleur recouvrement des impôts (y compris des délais de recouvrement plus courts) et des taux plus élevés de recouvrement, même si des progrès très localisés ont été accomplis (pratiquement tous les acquis récents proviennent des impôts et autres recettes tirés du secteur des ressources naturelles).

Certains pays ont tenté d'exploiter le financement privé pour financer leurs projets de développement. Un exemple en est les émissions obligataires visant la diaspora qui, lorsqu'elles sont bien structurées, peuvent constituer une source de financement stable et bon marché, comme en Éthiopie (2008 et 2011), au Ghana (2008), au Rwanda (2012) et au Zimbabwe (2014). Toutefois, ces obligations ne sont pas adaptées à tous les pays; elles se justifient dans les pays à revenu élevé dont la diaspora est importante.¹⁴ (La plupart des diasporas nationales africaines demeurent sur le continent.)

Les pays africains riches en ressources minérales mettent en place des fonds souverains. Le Botswana a établi le « Pula Fund » dès 1994. Tirant ses recettes principalement des exportations de diamants, le « Pula Fund » est géré par la banque centrale et a disposé d'environ 5,4 milliards de dollars¹⁵ en août 2014. Le fonds investit uniquement dans les actifs des pays développés libellés en devise. Il est doté d'un fonds de stabilisation pour financer les déficits budgétaires et d'un fonds d'épargne pour assurer l'équité intergénérationnelle. Cette mobilisation de fonds réussie est attribuée à la mise en place et au strict respect d'une politique budgétaire conjuguée à un cadre de surveillance, et d'une stratégie dissociant dépenses budgétaires et

recettes tirées des ressources naturelles.

Au cours des deux dernières années, l'Angola, le Ghana et le Nigéria ont aussi créé ce type de fonds; le Kenya, le Libéria, Maurice, le Mozambique, le Sénégal, la Zambie et le Zimbabwe vont probablement en faire autant.

Les pays africains doivent trouver un équilibre entre objectifs d'équité intergénérationnelle et priorités économiques actuelles. C'est la raison pour laquelle le nouveau fonds souverain de l'Angola a pour objectif d'appuyer les secteurs (des infrastructures, de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie, du transport, etc.), qui contribuent à l'intégration régionale tout en investissant dans les marchés émergents, les marchés des produits de base et les secteurs d'investissements prioritaires en Afrique. Le fonds du Nigéria met l'accent sur l'équité intergénérationnelle, les chocs économiques exogènes et les infrastructures. Celui du Sénégal fait de l'État un « co-investisseur dans le capital de l'entreprise » (en particulier les petites et moyennes entreprises), sur le mode d'un fonds d'investissement privé. Les facteurs politiques et institutionnels essentiels sont entre les mains de l'État, mais c'est le secteur privé qui joue le rôle plus important en matière de création des recettes.

Certains pays ont tenté d'exploiter le financement privé des projets de développement avec l'émission de « bons de la diaspora » ou la mise en place de fonds souverains, principalement pour des projets de développement.

figure 1.16), ce pourcentage étant négatif depuis 2006 en raison des fortes réserves internationales des pays exportateurs de pétrole (figure 1.18). La dette extérieure nette (la dette totale moins les réserves) en pourcentage du PIB de l'Algérie et de la Libye a été en moyenne de -82,3 % et -175 % depuis 2010. Les pays riches en ressources minérales et les pays importateurs de pétrole affichent une dette extérieure nette positive et quelques cas extrêmes¹⁶ présentent des ratios très élevés, ce qui soulève la question de la viabilité de la dette.

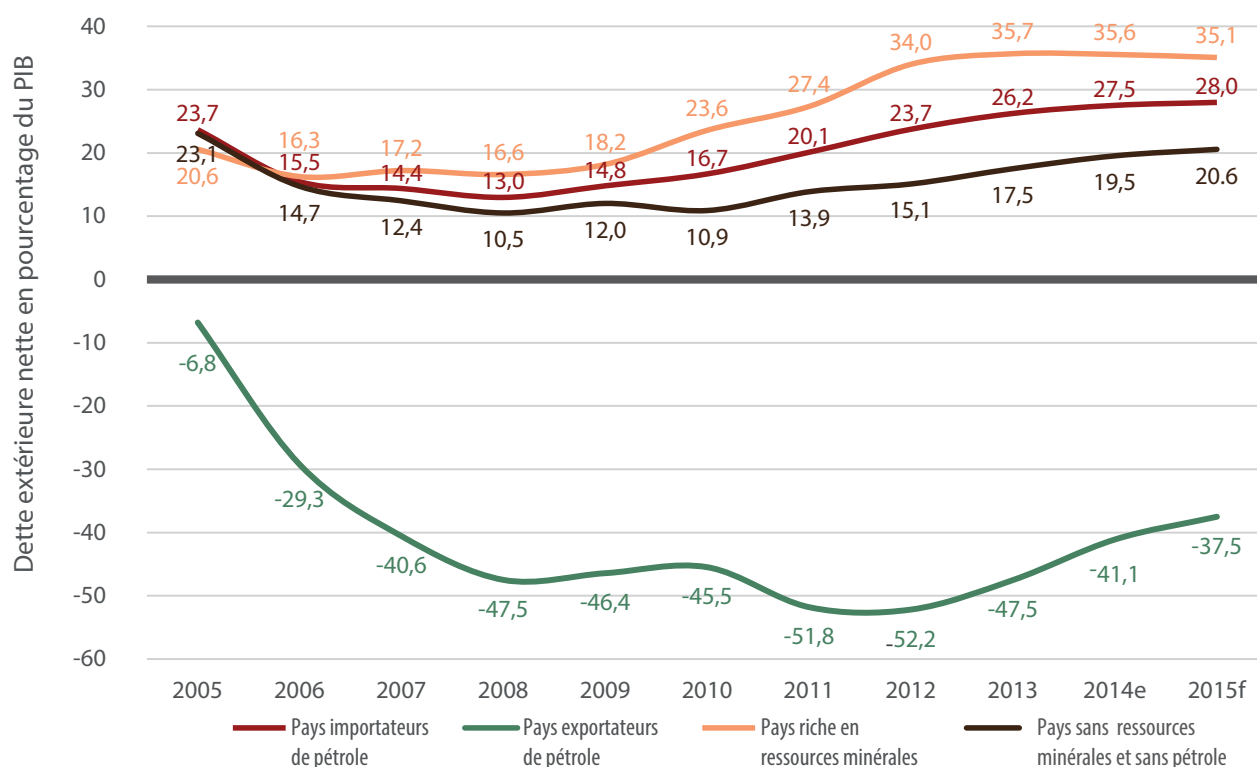
L'Afrique continue d'attirer des capitaux privés en raison de l'amélioration des conditions de l'activité économique et de la multiplication des notations positives concernant le sentiment des entreprises.

LE CAPITAL-INVESTISSEMENT EST UNE CHANCE À SAISIR

Le niveau de la dette de nombreux pays, le ralentissement de la croissance économique, l'urbanisation, l'accroissement de la population et la demande croissante d'infrastructures exigent des ressources supplémentaires. Le capital-investissement est une chance à saisir parce que les pays qui ont accompli le plus de progrès en matière de croissance économique au cours des décennies passées sont aussi ceux qui ont attiré une plus grande part du capital-investissement privé (CEA, 2014a). Il s'agit d'une source de financement particulièrement prometteuse pour les petites et moyennes entreprises, susceptible d'améliorer le financement intérieur au vu des taux d'intérêt bancaires élevés et de la faiblesse de l'intermédiation financière dans la plupart des pays africains.

Bien que très faible au départ, le capital-investissement privé a fortement augmenté en Afrique au cours de la décennie écoulée, à un taux annuel moyen de 26 %, ce qui reflète l'amélioration

FIGURE 1.18 : DETTE EXTÉRIEURE NETTE PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2005-2015



Source: Calculs effectués à partir des données de l'Economist Intelligence Unit (2014).

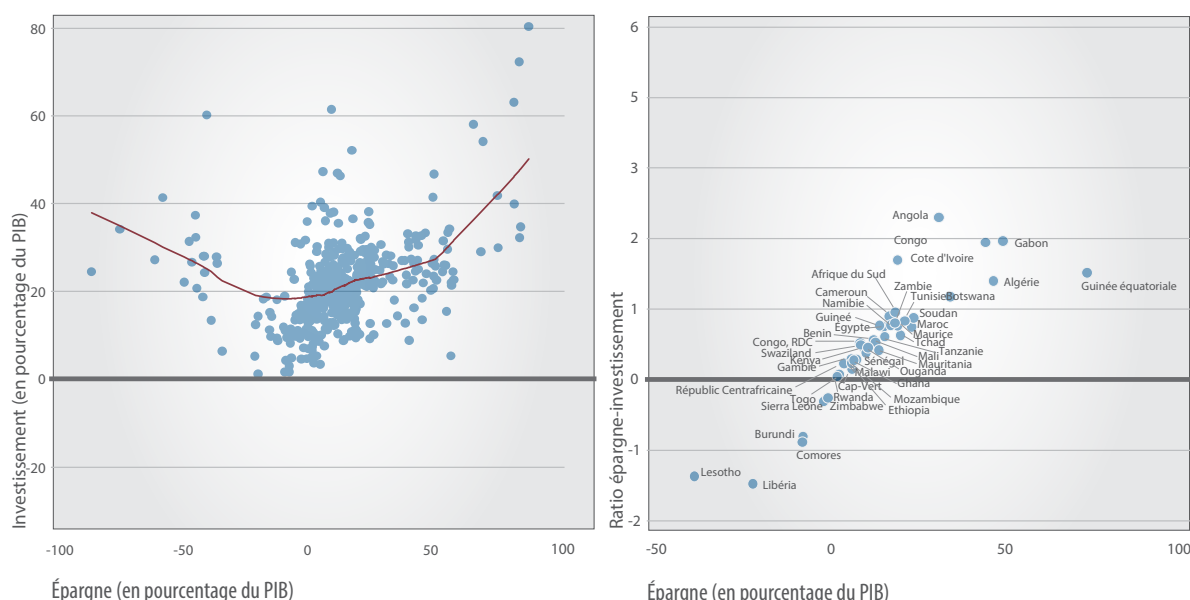
Note : e = estimations de la CEA ; p = prévisions.

des conditions de l'activité économique. Au cours de la période 2006-2012, ce sont 28 % des apports de capital-investissement privé qui sont allés au secteur de la consommation discrétionnaire (qui regroupe des entreprises vendant des biens et services non essentiels), 26 % aux industries, 20 % aux matériaux, 12 % à l'énergie, 7 % aux finances, 3 % aux technologies de l'information, 3 % aux produits de grande consommation et 1 % à la santé (CEA, 2014a). Cependant, la contribution de ces apports au financement global cumulé reste marginal (0,5 % au cours de la période). L'Afrique offre des débouchés au capital-investissement en raison de sa forte croissance récente, de ses ressources naturelles abondantes, du nombre limité d'acteurs intervenant dans le capital-investissement, et de la croissance du marché. Les fonds de pension africains, dont la valeur est estimée actuellement à 1 milliard de dollars, peuvent constituer une source viable de financement du capital-investissement, à condition d'être placés dans des actifs profitables, afin de mobiliser assez de ressources pour combler le déficit de financement de l'Afrique.

Le capital-investissement privé a fortement augmenté en Afrique au cours de la décennie écoulée, à un taux annuel moyen de 26 %, ce qui reflète l'amélioration des conditions de l'activité économique.

Les pays africains disposant d'une forte épargne tendent à afficher les ratios épargne-investissement les plus élevés, ce qui montre que les gros épargnants investissent peu dans le pays.

FIGURE 1.19 : ÉPARGNANTS ET INVESTISSEURS AFRICAINS, 2000-2010



Source: Calculs basés sur les Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2014: base de données consultée en décembre 2014).

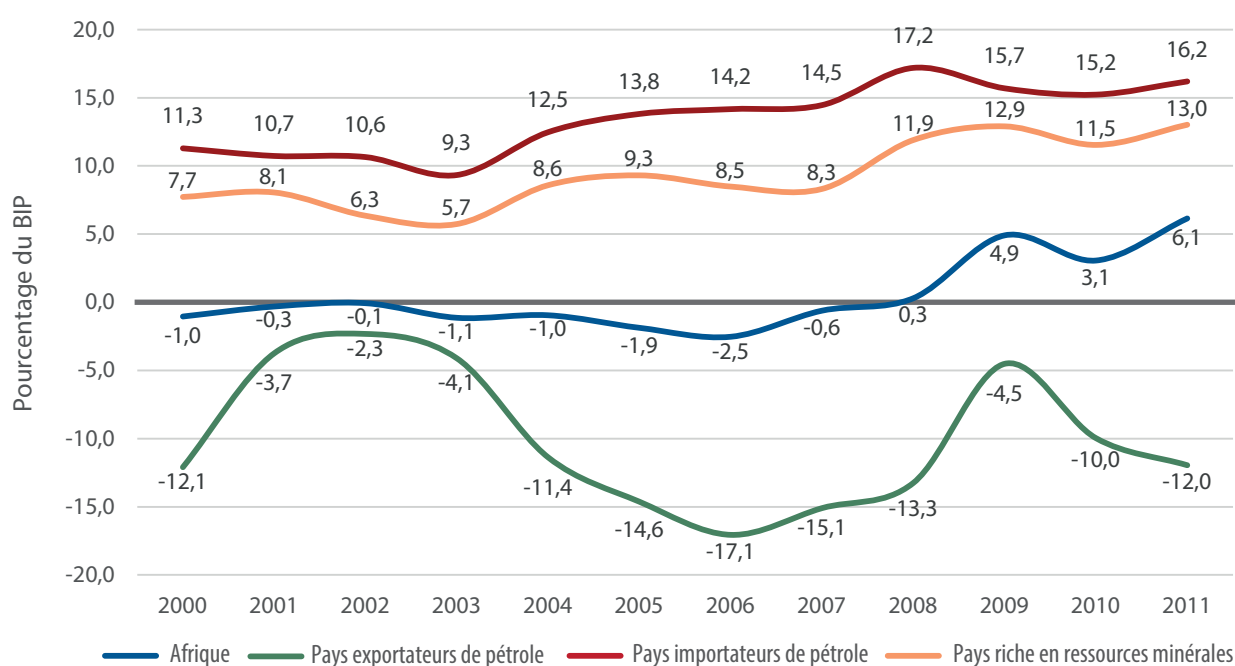
LES PAYS AFRICAINS DISPOSANT D'UNE FORTE ÉPARGNE FONT PEU D'INVESTISSEMENTS INTÉRIEURS

Le financement extérieur à lui seul ne peut pas suffire à assurer la transformation structurelle de l'Afrique. Le cas de l'Asie de l'Est montre que la croissance économique sous-régionale a été soutenue par une épargne et un investissement intérieurs élevés (NSI, 2010). En Afrique, au cours de la période 2000-2010, l'accroissement de l'épargne a entraîné dans un premier temps une baisse de l'investissement jusqu'à un certain niveau, puis l'épargne a renforcé l'investissement au fur et à mesure de la croissance économique (figure 1.19, côté gauche). Cependant, les pays africains disposant d'une forte épargne tendent à afficher les ratios épargne-investissement les plus élevés, ce qui montre que les gros épargnants investissent peu dans le pays (figure 1.19, côté droit). Il s'agit notamment des pays suivants: Algérie, Angola, Côte

d'Ivoire, Guinée, Gabon et République du Congo – principaux exportateurs de pétrole du continent – ce qui semble indiquer qu'au lieu d'investir ils constituent essentiellement des stocks pour faire face aux chocs extérieurs (CEA et CUA, 2014).

La croissance récente de l'Afrique n'a pas créé suffisamment d'épargne à investir, en raison de niveaux de consommation (essentiellement privée) élevés, qui ont creusé le déficit de financement du continent, estimé à plus de 5 % en 2011 et causé essentiellement par le manque de ressources des pays importateurs de pétrole et des pays riches en ressources minérales (figure 1.20). En fait, en 2000-2011, le déficit de financement des pays importateurs de pétrole était plus important que celui des pays riches en ressources minérales et des pays exportateurs de pétrole¹⁷ – preuve supplémentaire que malgré leur épargne relativement importante, les pays exportateurs de pétrole investissent peu car ils se prémunissent contre l'instabilité des recettes.

FIGURE 1.20 : DÉFICIT DE FINANCEMENT INTÉRIEUR DE L'AFRIQUE, PAR GROUPE ÉCONOMIQUE, 2000-2011



Source: Calculs effectués à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2014).

RISQUES ET INCERTITUDES

Un certain nombre de risques internes et externes déterminent les perspectives à moyen terme de l'Afrique. La baisse continue des cours du pétrole et des produits de base; la lenteur de la reprise aux États-Unis; dans la zone euro et au Japon; la baisse de la demande de produits de base en Chine sont autant de facteurs pesant sur le commerce à moyen terme du continent. Le resserrement général des conditions financières dans les économies développées est susceptible de relever les taux d'intérêt, entraînant ainsi la sortie de capitaux privés et accentuant l'instabilité des monnaies. Cette situation peut influencer sur les économies des marchés pionniers comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigéria et la Zambie. Les contrôles applicables aux flux de capitaux offrent une solution temporaire, mais à plus long terme il faut des mesures plus vigoureuses comme l'ajustement des stratégies et plans de financement et l'amélioration des conditions de l'activité économique, afin de retenir les capitaux.

L'instabilité politique, le terrorisme et la violence dans un certain nombre de pays africains – Kenya, Lesotho, Libye, Mali, Nigéria, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie et Soudan du Sud – ainsi que les troubles civils et les manifestations syndicales en Afrique du Sud demeurent une source de pessimisme. Cependant, le nombre de conflits armés en Afrique a diminué depuis 2000 et davantage d'initiatives sont prises sur le continent pour aborder les questions de paix et de sécurité (CEA, 2014 c).

Enfin, les chocs liés au climat assombrissent les perspectives, la plupart des pays africains étant toujours tributaires de pratiques agricoles pluviales. La coopération mondiale relative au changement climatique peut, dans une large mesure, prévenir certains de ces risques.

Les flux de capitaux à moyen terme à destination de l'Afrique (et d'autres régions en développement et émergentes) risquent de baisser en raison de la consolidation budgétaire dans les grands pays donateurs (réduction des déficits budgétaires) et du resserrement des conditions monétaires (limitation des dépenses) dans les économies développées.

Toute l'approche de la prévision elle-même présente des risques: les différences de modèles et d'hypothèses produisent des prévisions divergentes (encadré 1.7).

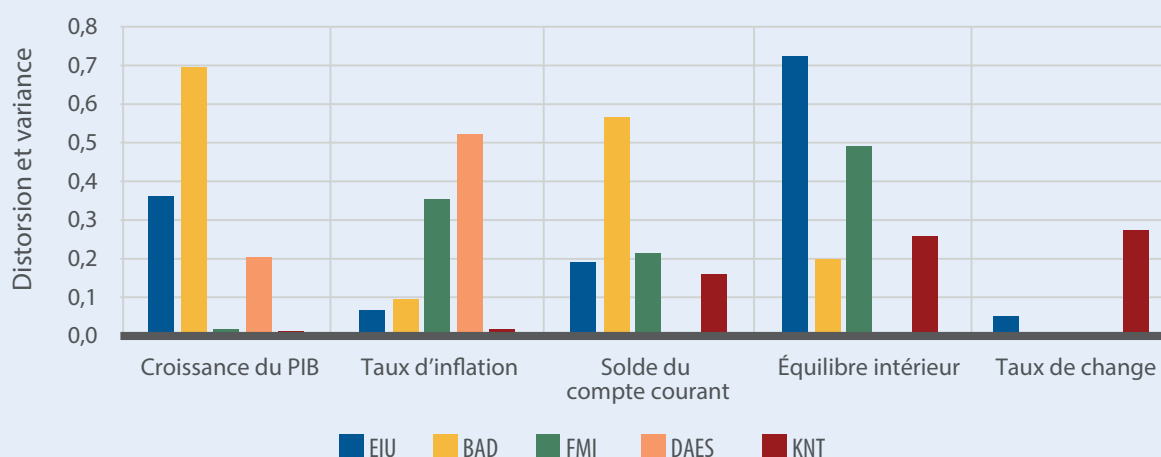
ENCADRÉ 1.7 : L'AVANTAGE DE JOUER À DOMICILE ?

Certains prévisionnistes semblent meilleurs que d'autres. Au Kenya, par exemple, le Trésor national (figure 1 de l'encadré) a le plus faible nombre d'erreurs de prévision (selon la décomposition par Theil de l'erreur quadratique moyenne) concernant la croissance du PIB (0,01), le taux d'inflation (0,02) et le solde du compte courant (0,16), alors que la BAD et l'EIU présentent le plus faible nombre d'erreurs concernant l'équilibre intérieur (0,2) et le taux de change (0,05), sur la période allant de 2009 à 2013. Pour la même période, le Haut-Commissariat au plan du Maroc, présente « aussi pour le Maroc lui-même », le plus faible nombre d'erreurs de prévision s'agissant de

trois des cinq variables (figure 2 de l'encadré), comparé aux quatre entités « non nationales ». Le Haut-Commissariat au plan (0,22) a la plus faible erreur de prévision pour ce qui est de la croissance du PIB réel, suivi de la BAD (0,25), de la DAES (0,27), du FMI (0,33) et de l'EIU (0,35), sans doute parce qu'il s'agit d'une institution « maison ». Il présente les meilleures prévisions à propos du solde budgétaire et de taux de change, face à une seule autre institution.

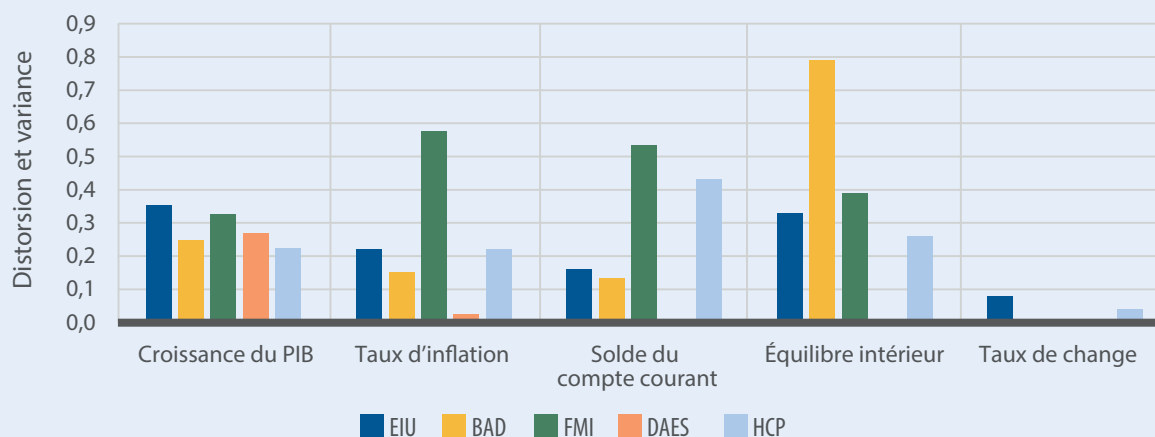
D'où la nécessité de soutenir les capacités statistiques et les services de prévision des institutions nationales africaines en tant que sources de prévisions plus précises, plus à jour et plus utiles.

ENCADRÉ 1.7 FIGURE 1 : EXACTITUDE DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES AFRICAINES – KENYA, 2009-2013



Source: Calculs effectués par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine à partir des données du Fonds monétaire international (Perspectives économique mondiale), 2003-2013; des rapports de pays de l'Economist Intelligence Unit; de la déclaration de politique budgétaire du Kenya, 2011-2015; de la Banque africaine de développement (Perspectives économiques en Afrique, 2009-2014) et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2009-2014.

ENCADRÉ 1.7 FIGURE 2 : EXACTITUDE DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES AFRICAINES – MAROC, 2009-2013



Note: On ne dispose pas de prévisions du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement concernant le taux de change, ni de celles du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU concernant le solde du compte courant, l'équilibre intérieur et le taux de change.

Source: Calculs effectués par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine à partir des données du Fonds monétaire international (Perspectives économique mondiale), 2003-2013, des rapports de pays de l'Economist Intelligence Unit, du Haut-Commissariat au plan, de la Banque africaine de développement (Perspectives économiques en Afrique, 2009-2014) et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

PERFORMANCE COMMERCIALE DE L'AFRIQUE

Le commerce permet de mesurer l'intégration des économies avec le reste du monde, et sa structure (importations et exportations) récapitule les moyens de production des partenaires commerciaux.

LA CROISSANCE DU COMMERCE DE MARCHANDISES FAIBLIT

Les exportations de marchandises de l'Afrique ont baissé de 2,4 % en 2013 (la seule diminution régionale de cette année-là), après avoir augmenté de 6,5 % en 2012 (la plus forte augmentation de toutes les régions du monde) (tableau 1.1).

Les combustibles et les produits à base de ressources naturelles – principalement à l'état brut – représentent près de deux tiers des exportations africaines. À l'exclusion de l'Afrique du Sud, les principaux exportateurs sont les pays producteurs de pétrole. La baisse des exportations de marchandises

est attribuée à la tendance haussière des cours des produits de base¹⁸ et à la domination des produits à base de ressources naturelles. D'où la nécessité de diversifier la production et la base des exportations en apportant de la valeur ajoutée aux exportations de produits de base. (Les importations continuent d'augmenter, mais plus lentement: 4,1 % en 2013 contre 12,9 % en 2012.)

La part africaine d'exportations mondiales de marchandises reste faible; elle a reculé de façon marginale passant de 3,5 % en 2012 à 3,3 % en 2013 (tableau 1.2) – contre 4,9 % dans les années 70. Certaines économies asiatiques comparables aux économies africaines dans les années 70 (Indonésie, Malaisie et République de Corée du Sud) ont considérablement augmenté leur part de commerce mondial. En fait, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales était supérieure à celle de l'Asie de l'Est dans les années 70 et 80. Le changement a débuté aux alentours de 1990 et

TABLEAU 1.1 : CROISSANCE DU COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES PAR RÉGION, 2012 ET 2013 (EN POURCENTAGE)

	Exportations		Importations	
	2012	2013	2012	2013
Afrique	6,5	-2,4	12,9	4,1
Asie	2,8	4,7	3,7	4,5
Communauté des États indépendants	0,9	0,8	6,8	-1,3
Europe	0,8	1,5	-1,8	-0,5
Moyen-Orient	5,2	1,9	10,5	6,2
Amérique du Nord	4,4	2,8	3,1	1,2
Amérique du Sud et centrale	0,7	1,4	2,3	3,1
Monde	2,4	2,5	2,1	1,9

Source: Organisation mondiale du commerce (2014).

TABLEAU 1.2 : COMMERCE MONDIAL ET COMMERCE AFRICAÏN, PAR RÉGION, 2013

	Commerce mondial par région		Exportations africaines par destination	
	Valeur (en milliards de dollars)	%	Valeur (en milliards de dollars)	%
Afrique	602	3,3	97	16,2
Asie	5773	31,5	188	26,6
Communauté des États indépendants	779	4,3	2	0,3
Europe	6646	36,3	216	35,8
Moyen-Orient	1347	7,4	38	3,0
Amérique du Nord	2418	13,2	54	8,9
Amérique du Sud et centrale	736	4,0	30	4,9
Monde	18301	100	602	3,4

Source: Calculs effectués à partir du tableau 1.4 de l'Organisation mondiale du commerce (2014). Statistiques du commerce international.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total du commerce de l'Afrique ne correspond pas nécessairement à leur somme.

TABLEAU 1.3 : PART DES BIENS MANUFACTURÉS DANS LE COMMERCE TOTAL DE MARCHANDISES, PAR RÉGION, 2013 (EN POURCENTAGE)

	Exportations	Importations
Afrique	18,5	62,0
Asie	79,1	59,3
Communauté des États indépendants	22,3	76,5
Europe	73,9	66,3
Moyen-Orient	20,5	69,7
Amérique du Nord	66,8	73,5
Amérique du Sud et centrale	26,4	66,3
Monde	64,7	64,7

Source: Organisation mondiale du commerce (2014).

continue depuis lors. En 1970 et en 1980 la part de l'Afrique était respectivement de 4,99 % et 5,99 %. Les chiffres correspondants pour l'Asie de l'Est étaient de 2,5 % et 3,74 %. En 1990, en 2000 et en 2010, la part de l'Afrique était respectivement de 3,02 %, 2,31 % et 3,33 %, contre 8,06 %, 12,02 % et 17,8 % pour l'Asie de l'Est¹⁹. Près d'un tiers²⁰ du commerce mondial en 2013 était attribué aux pays asiatiques.

Les partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique sont supplantés par la Chine et d'autres

pays asiatiques. L'Europe demeure le principal partenaire commercial, même si sa part a baissé au fil des ans, passant de 52 % en 2005 à 36 % en 2013, l'Asie (essentiellement la Chine) étant le deuxième partenaire commercial avec une part d'environ 27 % du commerce total du continent en 2013 (tableau 1.2).

L'Afrique détient la plus faible part de produits manufacturés dans les exportations totales de marchandises (18,5 % en 2013) (tableau 1.3) et l'Asie

TABLEAU 1.4 : VINGT PREMIERS PRODUITS D'EXPORTATION DE MARCHANDISES DE L'AFRIQUE À DESTINATION DU MONDE, 2011-2013 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

CODE SH	Désignation	2011	2012	2013
	Tous produits	607,4	653,3	581,8
27	Combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation, etc.	346,8	392,6	340,9
71	Perles, pierres précieuses, métaux, monnaies, etc.	44,8	46,4	32,4
26	Minerais, scories et cendres	23,3	20,1	24,2
85	Équipements électriques et électroniques	11,7	10,6	11,5
87	Véhicules autres que matériel ferroviaire et de tramway	9,1	9,8	11,4
74	Cuivre et ouvrages en cuivre	11,8	11,8	11,2
84	Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc.	9,1	8,9	9,3
18	Beurre, graisse et huile de cacao	8,6	10,1	8,7
72	Fer et acier	10,8	8,9	8,6
89	Bateaux et autres engins flottants	7,3	6,7	7,9
08	Fruits comestibles, noix, écorces d'agrumes ou de melons	6,6	9,4	6,7
62	Vêtements et articles du vêtement autres qu'en bonneterie	6,7	5,9	6,4
28	Produits chimiques inorganiques, composés de métaux précieux, d'isotopes	6,6	5,1	4,6
31	Engrais	5,0	5,1	4,5
76	Aluminium et ouvrages en aluminium	5,3	4,2	4,4
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,9	3,8	4,0
03	Poissons, crustacés, mollusques, invertébrés aquatiques NDA	3,9	4,2	4,0
25	Sel, soufre, terres et pierres, plâtre, chaux et ciments	4,3	4,5	3,9
09	Café, thé, maté et épices	4,2	4,1	3,6
61	Vêtements et articles du vêtement en bonneterie	3,7	3,3	3,5

Source: Organisation mondiale du commerce (2014).

Note: NDA = non désigné ailleurs.

la plus grande part, suivie de l'Europe. En ce qui concerne les importations, la situation est beaucoup moins variable. Le commerce des biens intermédiaires et la participation aux chaînes de valeur mondiales haut de gamme expliquent l'augmentation simultanée de la part des produits manufacturés dans les exportations et les importations totales de marchandises de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Asie. La faiblesse des exportations africaines illustre la participation insuffisante aux chaînes de valeur mondiales.

Les exportations africaines sont évidemment fortement composées de produits bruts, à base de ressources naturelles (tableau 1.4) – comme ceux figurant dans les trois premiers systèmes harmonisés de désignation et de codification des marchandises (SH), représentant 68 % de l'ensemble des exportations de marchandises de l'Afrique en 2013.

La structure des importations africaines provenant du reste du monde est assez diversifiée, les 15 premiers produits du deuxième système harmonisé représentant 64 % de ces importations (tableau 1.5).

TABLEAU 1.5 : VINGT PREMIERS PRODUITS D'IMPORTATION DE L'AFRIQUE PROVENANT DU RESTE DU MONDE, 2011-2013 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

SH	Désignation	2011	2012	2013
	Tous produits	560,6	570,6	592,1
27	Combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation, etc.	85,3	95,9	94,3
84	Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc.	65,2	64,9	69,3
87	Véhicules autres que matériel ferroviaire et de tramway	44,8	52,1	48,8
85	Équipements électriques, électroniques	42,3	40,3	43,7
10	Céréales	27,3	25,9	22,7
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	17,7	18,0	19,8
72	Fer et acier	17,1	18,9	19,1
89	Bateaux et autres engins flottants	24,5	16,5	18,5
73	Ouvrages en fer ou en acier	16,4	16,1	16,9
30	Produits pharmaceutiques	12,0	13,2	15,4
99	Produits non désignés ailleurs	6,5	11,1	11,7
90	Matériel optique, photographique, technique, médical, etc.	7,9	8,0	9,7
15	Graisses et huiles animales ou végétales, produits de leur dissociation, etc.	10,4	9,1	8,5
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	8,0	7,5	7,8
48	Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, papier ou carton	7,5	7,4	7,6
38	Produits chimiques divers	6,7	6,8	7,1
17	Sucres et sucreries	7,8	7,0	6,8
71	Perles, pierres précieuses, métaux, monnaies, etc.	2,5	4,1	6,0
29	Produits chimiques organiques	5,9	6,1	6,0
94	Meubles, appareils d'éclairage, panneaux, immeubles préfabriqués	4,6	5,4	5,9

Source: WTO 2014,

Les produits pétroliers montrent la nécessité de participer aux chaînes de valeur mondiales et de les renforcer : en 2013, le continent a exporté des produits (surtout bruts) d'une valeur de 340,9 milliards de dollars mais a importé des produits (surtout raffinés) d'une valeur de 94,3 milliards de dollars.

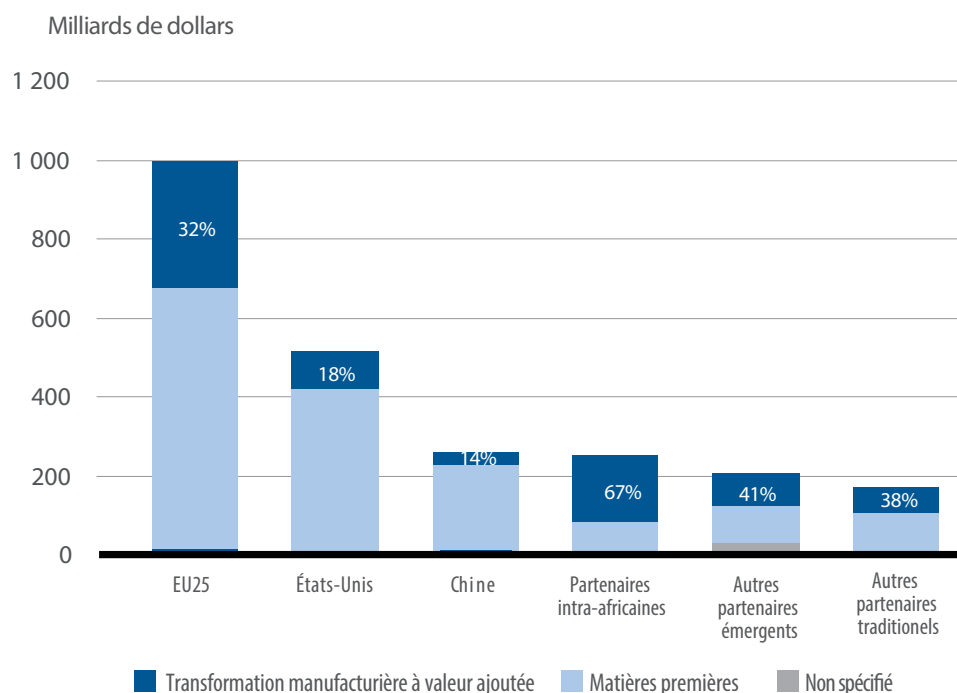
Le commerce intra-africain (16,3 % du commerce total en 2013) demeure faible comparée à celui d'autres régions, l'Afrique doit donc chercher à consolider et accroître ce taux, en améliorant les infrastructures, en renforçant la facilitation des échanges, en réduisant les coûts commerciaux et en améliorant l'efficacité de manière générale (CEA et CUA, 2013). Sa composition est très différente de celle du commerce extérieur du continent : près des deux tiers du commerce intra-africain portent sur les produits manufacturés (figure 1.21). Cette analyse est approfondie au chapitre 4.

LE COMMERCE DES SERVICES CHANGE DE COMPOSITION

Les services ont représenté 13 % des exportations totales africaines en 2013, soit beaucoup moins que les exportations de matières premières et de ressources naturelles (environ 83 %). La part des services dans les exportations de l'Afrique est inférieure à celle de la plupart des autres régions, à l'exception du Moyen-Orient (figure 1.22). (Le potentiel des services est examiné plus en détail à la section 4.4)

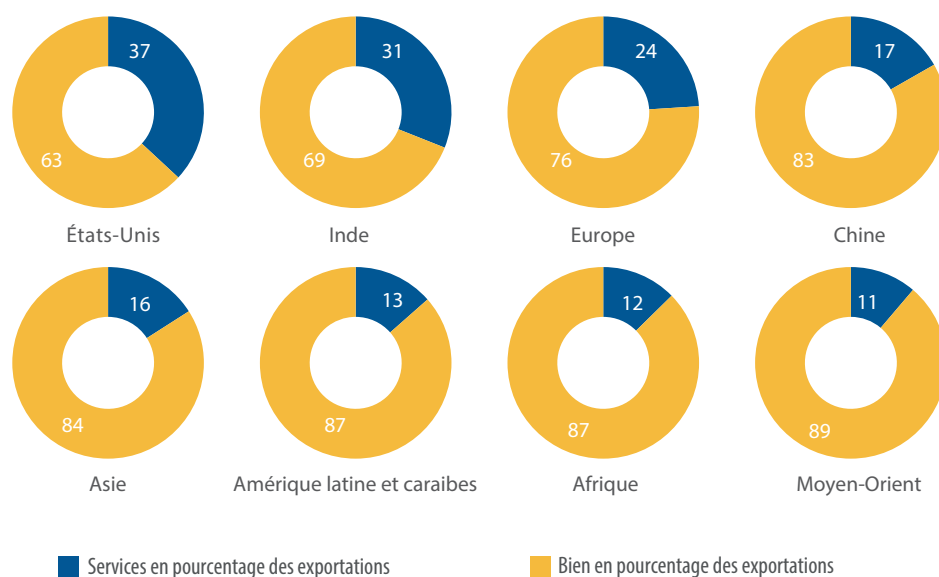
La composition des exportations de services de l'Afrique a changé au cours des trois dernières décennies ; au cours de la période 2002-2012, les parts des services informatiques et de l'information, des services financiers, de l'assurance, des royalties et redevances, du transport, de la construction et des voyages ont toutes augmenté ; celles des autres services commerciaux et des services personnels, culturels et de loisirs ont baissé (figure 1.23). Les taux de variation sont indiqués au tableau 1.6.

FIGURE 1.21 : INTENSITÉ MANUFACTURIÈRE, PAR PRINCIPALE DESTINATION DES EXPORTATIONS AFRICAINES, 2005-2010 (EN POURCENTAGE)



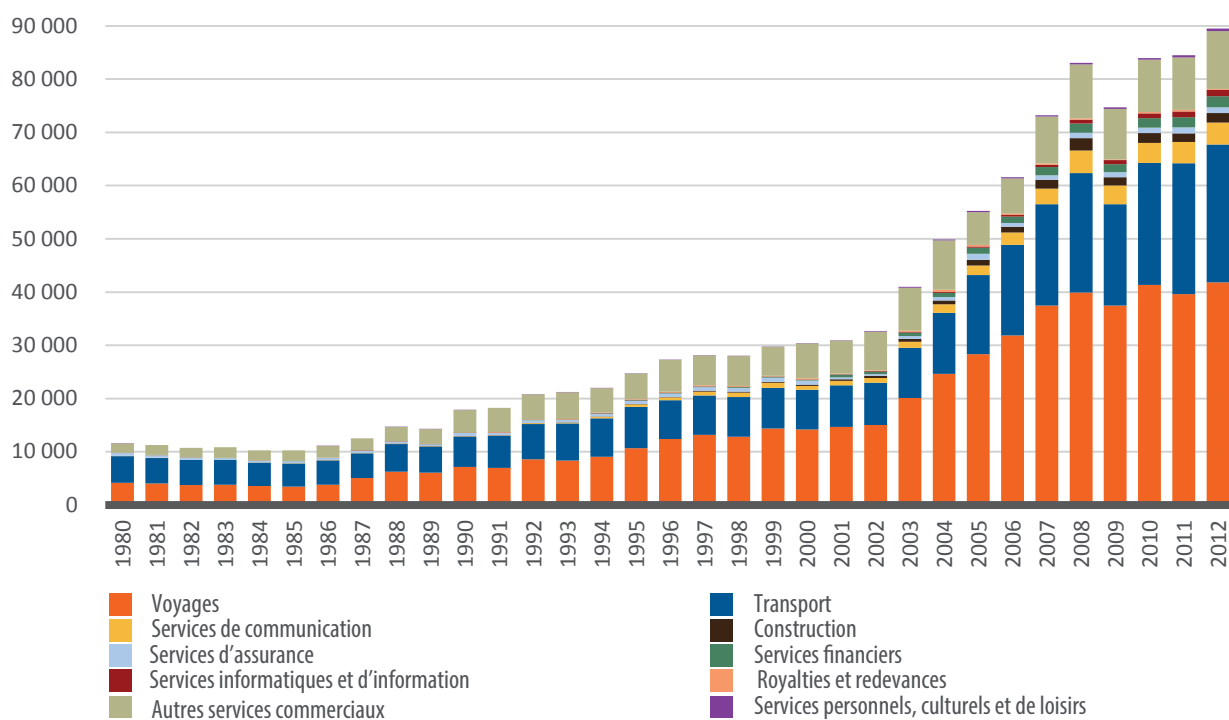
Source: Banque africaine de développement et al. (2014).

FIGURE 1.22 : PART DES BIENS ET SERVICES DANS LES EXPORTATIONS, PAR PAYS ET PAR RÉGION, 2013 (EN POURCENTAGE)



Source: Calculs effectués par la Commission économique pour l'Afrique à partir des données du Centre du commerce international (2014).

FIGURE 1.23 : EXPORTATIONS AFRICAINES DE SERVICES COMMERCIAUX, PAR CATÉGORIE, 1980-2012 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



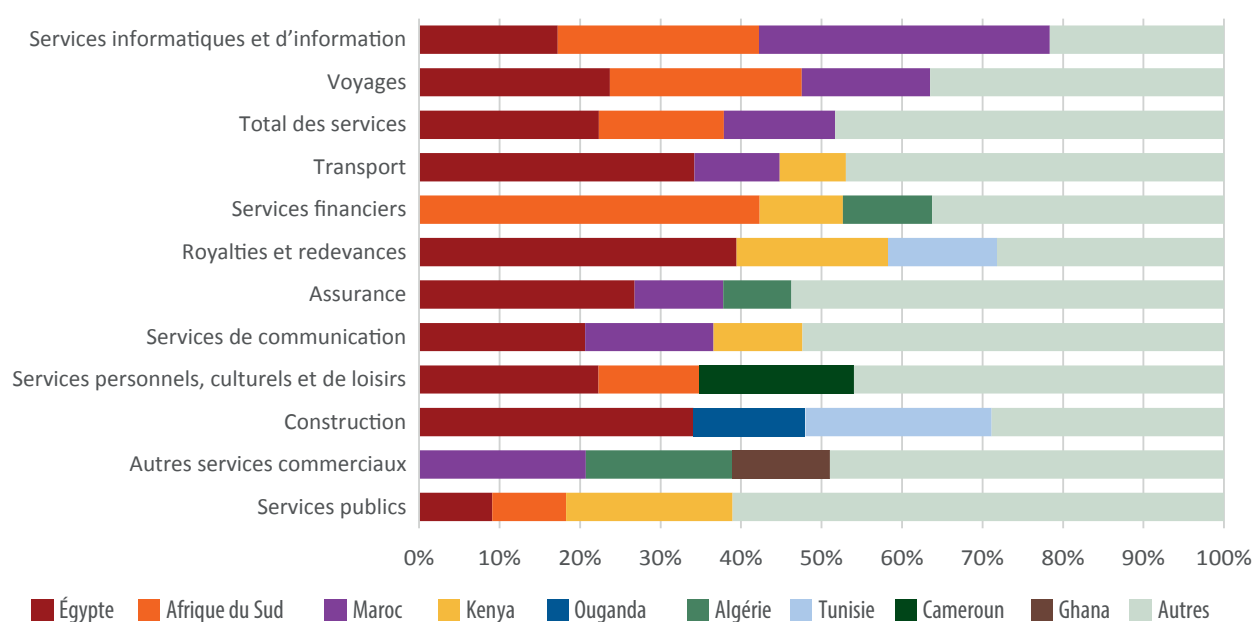
Source: Calculs effectués par la Commission économique pour l'Afrique à partir des données du Centre du commerce international (2014).

TABEAU 1.6 : CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS DE SERVICES DE L'AFRIQUE, 2000-2013

Catégorie	Croissance (en pourcentage)
Services informatiques et d'information	20,0
Services financiers	11,6
Services d'assurance	11,6
Royalties et redevances	10,6
Transport	10,0
Construction	10,0
Services de communication	9,8
Voyages	8,2
Services personnels, culturels et de loisirs	6,9
Autres services commerciaux	0,2

Source: ECA calculations based on UNCTADstat 2014 data.

FIGURE 1.24 : PARTS D'EXPORTATIONS DES PREMIERS PAYS EXPORTATEURS AFRICAINS EN 2012, PAR CATÉGORIE



Source: Analyse par la Commission économique pour l'Afrique des données du Centre du commerce international (2014).

En 2012, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc ont représenté 52 % des exportations africaines de services (figure 1.24) dont 22 % uniquement à l'Égypte. Les services financiers, dont 42 % des exportations ont été effectués par l'Afrique du Sud, constituent le secteur le plus concentré. Les trois premiers exportateurs ont contribué pour 78 % des exportations de services informatiques et d'information du continent.

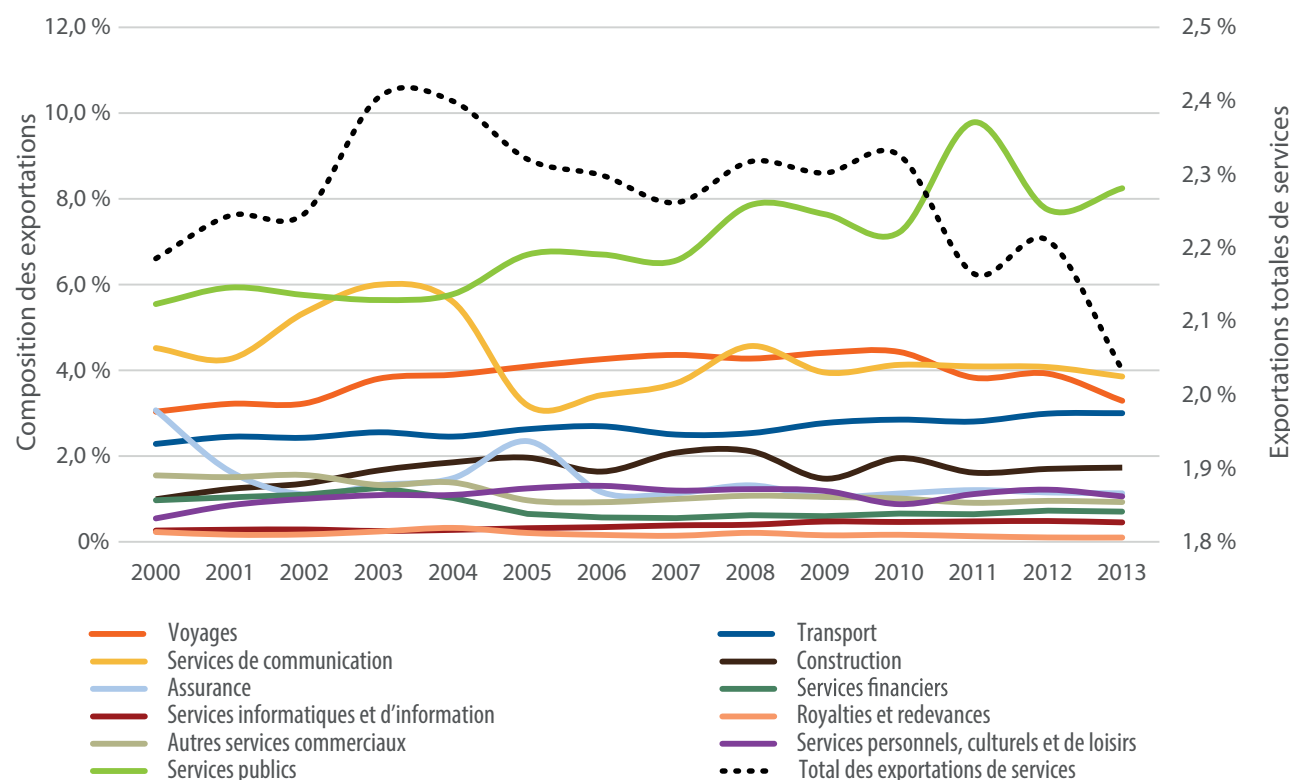
Le secteur des services regroupe de grands employeurs qui emploient 47 % de la population en moyenne dans les 12 pays africains pour lesquels on dispose de données sur la période allant de 2009 à 2013²¹.

De 2000 à 2013, la part africaine d'exportations mondiales de services a légèrement diminué passant de 2,2 % à 2 %. Mais toutes les catégories ne sont pas concernées, la part des exportations de services personnels, culturels et de loisirs, par exemple, ayant augmenté de 94 %, celle de la construction de 74 % et celle des services informatiques et d'information de 72 % (figure 1.25). Les importations africaines de services ont grimpé, passant de 36,9 milliards de

dollars en 2002 à plus de 141 milliards de dollars en 2013. Sur les 48 pays pour lesquels on dispose de données, 37 affichent un déficit du commerce des services en 2012, le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et le Kenya étant des exceptions notables²².

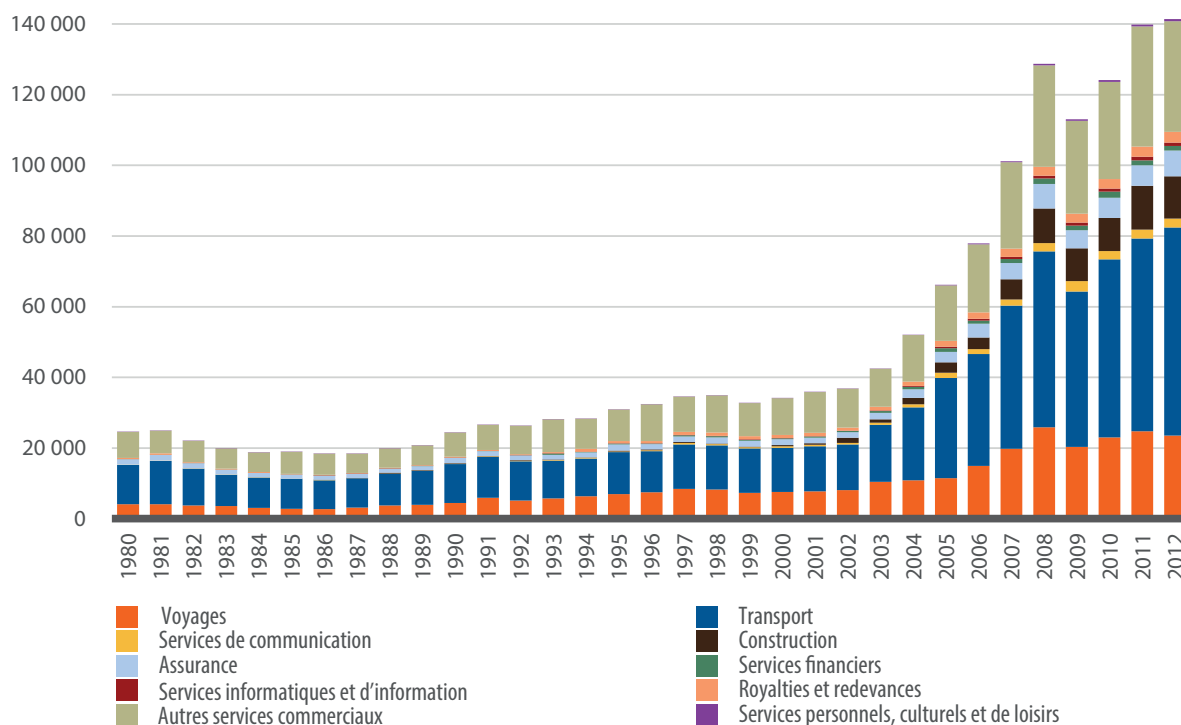
Comme dans le cas des exportations de services, la composition des importations de services a changé considérablement au cours de la période (figure 1.26).

FIGURE 1.25 : PART AFRICAINE DES EXPORTATIONS MONDIALES DE SERVICES, PAR CATÉGORIE, 2000-2013



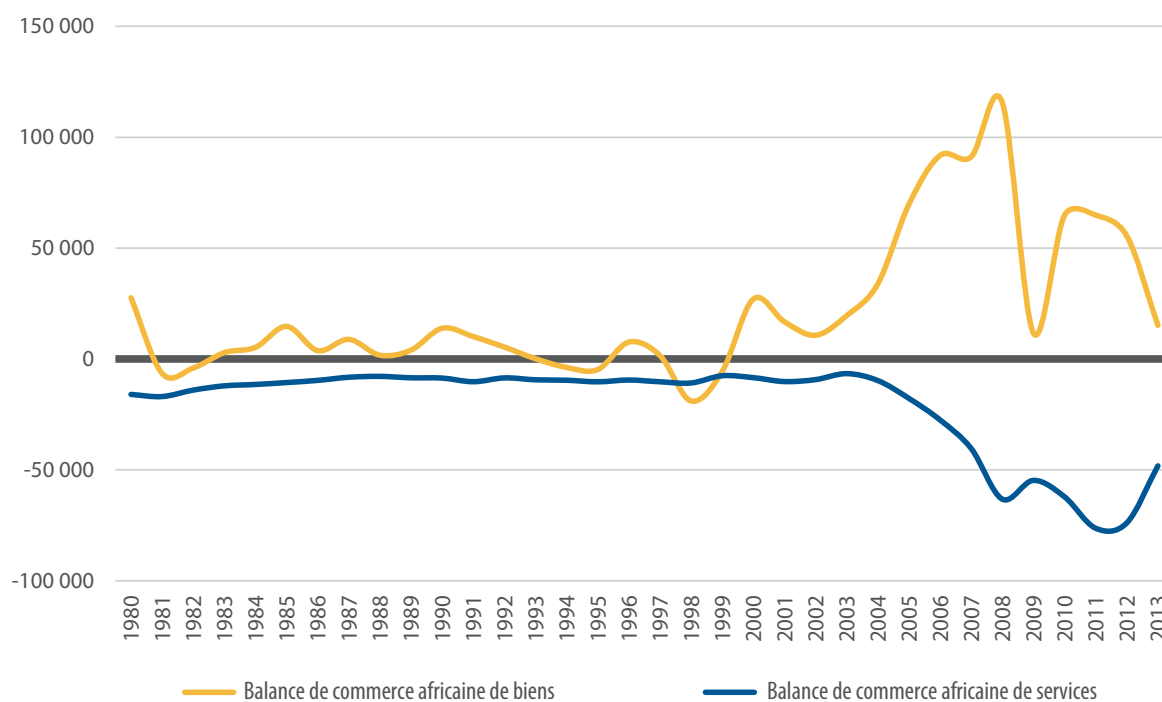
Source: Analyse effectuée par la Commission économique pour l'Afrique à partir de la base de données UNCTDstat (2014).

FIGURE 1.26 : IMPORTATIONS AFRICAINES DE SERVICES, PAR CATÉGORIE, 1980-2012 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source: Calculs de la Commission économique pour l'Afrique à partir des données du Centre du commerce international (2014).

FIGURE 1.27 : IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AFRICAINES DE BIENS ET SERVICES, 1980-2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source: Analyse effectuée par la Commission économique pour l'Afrique à partir de la base de données UNCTADstat (2014).

NET - L'AFRIQUE EXPORTE DES BIENS MAIS IMPORTE DE PLUS EN PLUS DE SERVICES

Pour résumer la situation des biens et services, même si l'Afrique est de plus en plus exportatrice nette de biens ces dernières années, elle est aussi devenue de plus en plus importatrice nette de services (affichant en 2013 un solde déficitaire des services commerciaux de 48,4 milliards de dollars) (figure 1.27)²³.

Entre 2000 et 2013 le transport est la catégorie d'importations de services qui a enregistré la croissance la plus rapide en Afrique (345 %)²⁴, même si 35 des 39 pays africains pour lesquels les données sont disponibles ont affiché en 2012 un déficit de la balance du commerce des services de transport. La catégorie « voyages » a obtenu le plus faible accroissement d'importations (39 pays), seuls 11 pays affichant un déficit dans cette catégorie en 2012, ce qui semble indiquer la nécessité de rechercher d'autres possibilités de renforcement du potentiel touristique de l'Afrique²⁵.

Le tableau 1.7 présente le solde du commerce africain des différentes catégories d'exportations de services en 2012, par ordre décroissant.

L'Afrique est de plus en plus exportatrice nette de biens ces dernières années, elle est aussi devenue de plus en plus importatrice nette de services.

TABLEAU 1.7 : SOLDE DU COMMERCE AFRICAIN DES SERVICES, 2012

Catégorie de services	Excédent/ (déficit) commercial (en millions dollars des É.-U.), 2012
Voyages	18 264
Communications	1 565
Services financiers	735
Services informatiques et d'information	271
Services personnels, culturels et de loisirs	(82)
Royalties et redevances	(2 852)
Services publics NDA	(4 036)
Assurance	(6 151)
Construction	(10 175)
Autres services commerciaux	(20 495)
Transport	(32 961)
Autres services	(41 226)
Total des services	(71 315)

Source: Calculs de la Commission économique pour l'Afrique à partir de la base de données UNCTADstat (2014).

Note: NDA = Non désigné ailleurs.

CONCLUSIONS

Les pays africains doivent tirer profit des progrès accomplis et continuer d'édifier des institutions solides qui maintiennent et améliorent les conditions de l'activité économique, la gouvernance économique et la gestion macroéconomique. Les stratégies visant à: a) combler le déficit de capital humain, ce qui est aussi indispensable pour assurer une croissance sans exclusive (chapitre 2); b) compenser le déficit manufacturier dans la croissance de l'Afrique en maximisant les avantages du commerce, notamment grâce à un cadre de politique commerciale sélective (chapitre 3); c) repositionner l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales et faciliter le commerce des biens intermédiaires et des services grâce à la diversification des exportations (chapitre 4); et d) obtenir des accords commerciaux pour faire avancer l'industrialisation grâce à des politiques commerciales et complémentaires (chapitre 5) afin que l'Afrique soit plus à même de trouver sa propre voie au lieu de subir les vents capricieux de l'économie mondiale.

Le « supercycle » mondial des produits de base touchant à sa fin. La diminution des apports de capitaux suite aux politiques monétaires restrictives des pays développés; la baisse de la croissance dans les pays émergents comme la Chine; la fragilité économique de la zone euro – toujours de loin le principal partenaire commercial de l'Afrique – ont des incidences sur l'Afrique. Le continent doit donc continuer à améliorer les conditions de l'activité économique, la gouvernance, les politiques budgétaire et monétaire, tout en préservant ses économies des chocs internes et externes.

L'Afrique doit bien évidemment combler son déficit d'infrastructures matérielles, ce qui demande un financement novateur, en particulier dans le contexte actuel – surtout sur le plan national – afin d'orienter l'épargne vers l'industrie (en particulier le secteur manufacturier) et l'agriculture mécanisée. Les envois de fonds, qui constituent la source de financement extérieur la plus importante et la plus stable, doivent être mobilisés. Un premier pas consiste à baisser les frais d'envoi des fonds vers l'Afrique, qui représentent en moyenne 11,9 % pour l'envoi de 200 dollars²⁶. Les États doivent également faire meilleur usage des fonds de pension et du capital-investissement,

et ceux qui disposent de réserves internationales importante, non seulement épargner pour constituer des stocks face aux chocs exogènes, mais les utiliser aussi à des fins de développement, en particulier dans les secteurs qui renforcent la croissance.

Les pays africains doivent démultiplier les progrès accomplis et continuer d'améliorer les conditions de l'activité économique, la gouvernance et les politiques budgétaires et monétaires tout en protégeant leur économie des chocs internes et externes.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque de France (2012). *Lessor des fonds souverains: quelles implications pour l'Afrique ? Rapport annuel de la zone franc*, à l'adresse: http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/RAZF-2012_encadre_1.pdf. Consulté en janvier 2015.
- Bhushan, Aniket (2013). *Domestic Resource Mobilisation and the Post-2015 Agenda*. GREAT Insights Volume 2, Issue 3, avril 2013, à l'adresse: www.ecdpm.org/GREAT. Consulté en janvier 2015.
- Commission économique pour l'Afrique (2014a). « *Mobilisation des ressources intérieures*. » Document de travail du neuvième Forum pour le développement de l'Afrique, Marrakech (Maroc), 12-16 octobre 2014. ECA/ADF/9/2.
- (2014b). « *Incidences socioéconomiques d'Ébola sur l'Afrique* », Addis-Abeba.
- (2014c). « *Marchés pionniers en Afrique: un monde d'opportunités mais des perceptions erronées* », Addis-Abeba.
- (2014d). « *Rapport intérimaire du Groupe de haut niveau sur le flux financiers illicites en provenance de l'Afrique*. » Document présenté à la septième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine, Abuja, Nigéria, mars 2014. À l'adresse: http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/COM/com2014/com2014-hlp_panel_on_illicit_financial_flows_from_africa-english.pdf.
- Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine (2013). « *Rapport économique sur l'Afrique (2013) – Tirer le plus grand profit des produits de base africains: l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique* », Addis-Abeba.
- (2014). « *Rapport économique sur l'Afrique (2014) – Politique industrielle dynamique en Afrique: institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles* », Addis-Abeba.
- Economist Intelligence Unit (2014a). « *Middle East and Africa: Regional Overview* ». Septembre, Londres.
- (2014b). *Rapport de pays sur le Soudan*. Economist Intelligence Unit, Londres.
- (2015) Base de données des pays. Consultée en janvier 2015.
- Gerrard, Chris (2013). « *Engaging the African diaspora*. » Developing Markets Associates. 8 janvier 2013. <http://www.developingmarkets.com/node/643>. Consulté en décembre 2014.
- Service de statistique du Ghana (2010). *Information Paper on Economic Statistics: Rebasings of Ghana's National Accounts to Reference Year 2006*. Novembre.
- Organisation internationale du Travail (2014). Base de données ILOSTAT. http://www.ilo.org/ilostat/faces/home/statisticaldata?_afLoop=1205751642482933#%40%3F_afLoop%3D1205751642482933%26_adf.ctrl-state%3Dsl8arsvrg_130. Consulté le 29 septembre 2014.
- (2014). *Indicateurs clés du marché du travail*, huitième édition.
- Fonds monétaire international (2015). *Perspectives de l'économie mondiale*, base de données. <http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=28>. Consulté le 23 janvier 2015.
- Centre du commerce international (2014), *statistiques du commerce* à l'adresse <http://www.intracen.org/itc/market-info-tools/trade-statistics/>. Consulté en janvier 2015.
- Kamau, Anne. W. et Mwangi S. Kimenyi (2013). « *More than just sending money home: engaging the diaspora as a priority for Africa's development*. » Dans *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013*. The Brookings Institution. www.brookings.edu/foresightafrica. Consulté en décembre 2014.
- Newsday (2014). « *Major Zimbabwean bond risks*. » <https://www.newsday.co.zw/2014/02/20/major-zimbabwean-bond-risks>. Consulté en décembre 2014.
- Institut Nord-Sud (2010). *Domestic Resource Mobilization in Africa: An Overview*. Ottawa, Canada: NSI
- Plaza, Sonia (2011). « *Ethiopia's new diaspora bond: will it be successful this time?* » <http://blogs.worldbank.org/peoplenew/ethiopia%E2%80%99s-new-diaspora-bond-will-it-be-successful-this-time>, consulté en décembre 2014.
- The New Zimbabwe.com, juillet 2014. « *Chinamasa talks bonds again*. » À l'adresse <http://www.newzimbabwe.com/news/printVersion.aspx?newsID=16941>. Consulté en décembre 2014.
- The Economist (2011). « *Diaspora bonds: milking migrants*. » 20 août 2011. <http://www.economist.com/node/21526324/print>. Consulté en décembre 2014.
- Timmer P., Margaret McMillan, Ousmane Badiane, Dani Rodrik, Hans Binswanger-Mkhezee et Fleur Wouterse (2012). « *Patterns of Growth and Structural Transformation in Africa: Trends and Lessons for Future Development Strategies*. » institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Washington.
- UNCTADstat. 2014. À l'adresse: http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912. Consulté en janvier 2015.
- Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (2014a). « *LINK Global Economic Outlook 2015–2016* ». Consulté en octobre 2014. http://www.un.org/en/development/desa/policy/proj_link/documents/geo201410.pdf.
- (2014b). « *Situation et perspectives de l'économie mondiale (2014): mise à jour à la mi-2014*. » À l'adresse: <http://www.un.org/desa/policy/wess/wesp.html>.
- (2015). « *Situation et perspectives de l'économie mondiale (2015)* », ONU, New York.
- Banque mondiale (2014). *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde*. <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>. Consultée le 6 octobre 2014.
- Organisation mondiale du commerce (2014). *Statistiques du commerce international* à l'adresse: http://www.wto.org/english/res_e/statistics_e/data_pub_e.htm. Consulté en janvier 2015.

NOTES

- 1 La plupart des données reprises dans l'encadré 1.1 proviennent du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (DAES 2014a et 2014b), sauf celles dont la source est citée.
- 2 Voir FMI, 20 janvier 2015, Perspectives de l'économie mondiale. Mise à jour des principales projections, FMI, Washington, DC.
- 3 Voir http://www.bls.gov/news.release/archives/empsit_01092015.pdf. Consulté le 23 janvier 2015.
- 4 Voir http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/--publ/documents/publication/wcms_337069.pdf. Consulté le 23 janvier 2015.
- 5 D'abord estimée à 4 %, 4,7 % et 5 % pour 2013, 2014 et 2015, la croissance de l'Afrique a été revue à la baisse à cause de l'instabilité régnant dans certains pays africains producteurs de pétrole.
- 6 Selon une hypothèse pessimiste prévoyant la persistance des tensions géopolitiques et l'affaiblissement de la confiance des entreprises dans la zone euro, la prévision de croissance de l'Afrique s'établit à 4,3% en 2015 et à 4,5% en 2016. Dans une autre hypothèse pessimiste prévoyant une baisse de l'activité économique dans les pays dits BRICS (prenant en compte les liens étroits de ces pays avec l'Afrique dans le domaine du commerce et des investissements), les prévisions de croissance pour l'Afrique seraient de 4,2% en 2015 et de 4,3% en 2016.
- 7 La plupart des pays riches en ressources minérales sont importateurs de pétrole.
- 8 Voir The Economist, 11 janvier 2015. « Why Africa is becoming less dependent on commodities. » <http://www.economist.com/node/21638205/print>. Consulté le 20 janvier 2015.
- 9 Simulation de l'effet des prix pétroliers sur les économies africaines (formule en anglais) :

$$g_{it}^G = \sum_{j=1}^p \delta_j g_{it-j} 1_{i \in G} + \sum_{j=0}^p \gamma_j \Delta \log(oil_price)_{t-j} 1_{i \in G} + \underbrace{\beta_i \Delta \log(oil_price)_t 1_{i \in G} 1_{\{July_08 \leq t \leq dec_08\}}}_{shock1} + \underbrace{\eta_i \Delta \log(oil_price)_t 1_{i \in G} 1_{\{Jun_14 \leq t \leq dec_14\}}}_{shock2} + \varepsilon_{it}$$
 où $\varepsilon_{it} \approx ARMA(p, q)$ g est le taux de croissance du PIB. L'exposant G renvoie à un groupe précis de pays, qui pourraient être tous les pays d'Afrique, ou les pays exportateurs de pétrole, les pays importateurs de pétrole ou les pays riches en ressources minérales, tandis que les indices i et t renvoient au pays et au temps, respectivement. $1_{i \in G}$ est une variable indicatrice, qui prend la valeur 1 si le pays i appartient au groupe G et, autrement, prend la valeur 0. $\Delta \log(oil_price)$ représente le changement dans le prix du pétrole. $1_{\{July_08 \leq t \leq dec_08\}}$ et $1_{\{Jun_14 \leq t \leq dec_14\}}$ sont deux variables indicatrices, qui prennent la valeur 1 si la période est juillet-décembre 2008 et juin-décembre 2014, respectivement, et, autrement, la valeur 0. $Shock1$ et $shock2$ représentent l'effet des chocs pétroliers qui se sont produits en juillet-décembre 2008 et juin-décembre 2014, respectivement, dans un groupe donné de pays. ε est l'élément stochastique, qui suit un processus ARMA (moyenne de déplacement autorégressif) des paramètres p et q , où p et q sont les retards optimaux maximaux. δ , λ , β et η sont des paramètres estimés, selon la méthode éprouvée des moindres carrés ordinaires. Les données utilisées pour la présente simulation couvrent la période janvier 2000-décembre 2014 pour 53 pays africains, soit un total de 9.450 observations.
- 10 Le Lesotho et la Guinée équatoriale ont été enlevés
- 11 The Economist, 11 janvier 2015. « Why Africa is becoming less dependent on commodities ». À l'adresse [http://economist.com/blogs/economist-explains-5](http://economist.com/blogs/economist-explains/2015/01/economist-explains-5). Consulté le 23 janvier 2015.
- 12 Les marchés dits frontières sont notamment: le Ghana, le Kenya, Maurice, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie (CEA, 2014c).
- 13 Le syndrome hollandais concerne les effets négatifs sur une économie de tout ce qui peut donner lieu à une forte entrée de devises, comme la découverte d'importantes réserves de pétrole. Les entrées de capitaux entraînent une appréciation de la monnaie, ce qui rend les autres produits du pays moins concurrentiels sur le marché des exportations.
- 14 Sources : Banque de France (2012), Bhushan, Aniket (2013), Commission économique pour l'Afrique (2014a), Portal de la diaspora éthiopienne, <http://www.ethdiaspora.org.et/index.php/dea-dg/ittc/gerdbond/item/106-the-gerd-bond-guidelines>, Consulté en novembre 2014; Gerrard, Chris (2013), Kamau, Anne. W. et Mwangi S. Kimenyi (2013), Newsday (2014), The New Zimbabwe.com (2014), Plaza, Sonia (2011), The Economist (2011).
- 15 Bank of Botswana Financial Statistics, septembre 2014.
- 16 Comme les pays suivants: Cabo Verde (59 % du PIB), Ghana (28 % du PIB), Mauritanie (52 % du PIB), Mozambique (28 % du PIB), Sao Tomé-et-Principe (117 % du PIB), Sénégal (25 % du PIB), Seychelles (90 % du PIB), Soudan (55 % du PIB), Tunisie (50 % du PIB) et Zimbabwe (338 % du PIB).
- 17 Hors Nigéria et Libye, pour lesquels on ne disposait pas de données.
- 18 La baisse actuelle des cours du pétrole peut faire chuter davantage les exportations africaines dans les années à venir.
- 19 Selon les chiffres de la CEA et de la CUA, 2013.
- 20 La valeur totale du commerce asiatique était de 5,64 milliards de dollars en 2013 et celle du commerce mondial, selon l'OMC, de 17,93 milliards de dollars. La part de la région était donc de 31,46 %.
- 21 Données de la Banque mondiale. Il convient de noter que les données dont on dispose pour les 12 pays couvrent des années différentes sur la période 2009-2013.
- 22 Analyse effectuée par la CEA à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
- 23 Calculs de la CEA à partir des statistiques de la CNUCED, y compris les services publics non classés.
- 24 Analyse de la CEA à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
- 25 Analyse de la CEA à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
- 26 Banque mondiale, 2013. Send Money Africa Report. http://sendmoneyafrica.worldbank.org/sites/default/files/SendMoney_Africa_Remittances_Report_2013.pdf. Consulté en décembre 2014.